

Armées

d'aujourd'hui



***Interview
du chef d'état-major
des Armées***

**UNIVERSITÉ D'ÉTÉ
DE LA DÉFENSE**

Revue stratégique

Drones armés

Condition du personnel



FORCE MUTUELLE

MUTUELLE DES FORCES ARMÉES, GOUVERNÉE PAR DES MILITAIRES, UNÉO EST LE PROLONGEMENT NATUREL DE LA **PROTECTION SPÉCIFIQUE** DUE À CEUX QUI NOUS PROTÈGENT ET À LEUR FAMILLE. SON ENGAGEMENT POUR UNE **PROTECTION SOCIALE DE QUALITÉ EN SANTÉ ET EN PRÉVOYANCE**, AU **PRIX JUSTE**, DANS LA **DURÉE**, ET SON MODÈLE **SOLIDAIRE, NON LUCRATIF, DÉMOCRATIQUE** SONT À LA HAUTEUR DES EXIGENCES DE LA **COMMUNAUTÉ DÉFENSE**.

La protection mutuelle qui nous rend fiers

SANTÉ • PRÉVENTION • ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Unéo est
membre d'
UNEOPOLE
la communauté
sécurité défense



Unéo, la mutuelle des
FORCES ARMÉES

RÉFÉRENCÉE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

TERRE - MER - AIR - GENDARMERIE
DIRECTIONS & SERVICES





Ensemble vers le futur



© S. MALVERT - DicoD



Les 4 et 5 septembre, à Toulon, sur le BPC *Mistral*, la communauté de défense a réuni quelque 500 participants, parlementaires, militaires, industriels, chercheurs et journalistes, pour se projeter ensemble vers le futur. Ce sera le sujet de ces prochaines semaines avec la publication dès la mi-octobre de la Revue stratégique, qui fixera le cadre géostratégique de la loi de programmation militaire 2019-2025.

À Toulon, la ministre des Armées, Florence Parly, en a tracé les contours : « Sur les théâtres extérieurs, nous continuerons à conduire les actions nécessaires à la protection avancée de notre territoire et à la stabilité des pays concernés ; il ne saurait être question de baisser la garde, tout en nous réservant la possibilité, ici ou là, d'ajuster notre niveau d'engagement en fonction de l'évolution sur le terrain. » En écho, le nouveau chef d'état-major des Armées, le général François Lecointre, a porté la voix des armées en évoquant la « nécessaire modulation du niveau d'engagement pour se donner des marges de souplesse ». Pour mieux combattre un ennemi plus furtif, la ministre a annoncé que les drones de renseignement et de surveillance seront bientôt armés.

Il n'y a pas d'armée sans les hommes qui la composent. L'amélioration de la condition du personnel est ainsi au cœur des préoccupations de Florence Parly, qui finalisera en octobre un plan d'accompagnement des familles après s'être concertée avec les instances officielles de négociation. Ces actions s'effectueront dans une trajectoire budgétaire qui portera à 50 milliards d'euros, soit 2 % du PIB, le budget des armées en 2025, après une hausse de 1,8 milliard dès 2018, suivie de 1,6 milliard chacune des années suivantes. Un tournant que la ministre qualifie d'« historique ».

Valérie Lecasble, directrice de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense

Sommaire

Sur le vif	4
En bref	8
Focus	
Université d'été : donner à la Défense les moyens de ses ambitions	12
Interview du général Lecointre, chef d'état-major des Armées	16
Les Français soutiennent les armées	18
Opérations	
Deux forces d'élite ensemble sur un seul territoire	20
Grand angle	
Garde nationale : une réserve plus jeune, moderne et attractive	24
Opérations	
Océan Indien : 1 600 militaires pour 24 millions de km ²	34
Cinq armées, une coopération régionale dans l'océan Indien	36
Focus	
Odyssée culinaire à bord du <i>Jean-Bart</i>	40
Le Centre d'excellence drone forme des télépilotes responsables	42
Défense Mobilité accompagne les conjoints	44
On a testé pour vous	
Le dressage de chien d'attaque	46
Rencontre	
Championne par accident	48
Culture	
Kiosque	50

N° 419
ARMÉES D'AUJOURD'HUI.



Directrice de la publication
Valérie Lecasble

Chef du département rédactions
LCL (air) Philippe Labourdette-Liaresq

Rédacteur en chef
Paul Hessenbruch (09 88 67 29 11)

Rédactrice en chef adjointe
CNE (terre) Séverine Bollier

Secrétaire générale de rédaction
Sybille Prenel

Secrétaire de rédaction
Yves Le Guludec

Rédaction

Carine Bobbera, Aude Borel, Camille Brunier,
CNE Flora Cantin, EV2 Flore de Feydeau, CNE
Candice Thomassin

Service Icono / Photos

Christophe Deyres, Patrice Mayon, Claire Lebertre,
MCH Anthony Thomas-Trophime

Mise en page

Bureau des Éditions – DicoD

Chef de fabrication

Jean-François Munier (09 88 68 61 80)

Courrier des lecteurs :

armeesdaujourd'hui@dicoD.defense.gouv.fr

Impression

Imprimerie de la DILA
Direction de l'information légale et administrative
29, quai Voltaire, 75007 Paris

Dépôt légal

Février 2003. DicoD, 60 Boulevard du Général Martial
Valin – CS21623, 75509 Paris Cedex 15
N° ISSN : 0338 - 3520

Abonnement (ECPAD)

Formulaire téléchargeable sur ecpad.fr / 01 49 60 52 44
routage-abonnement@ecpad.fr

Régie publicitaire (ECPAD)

01 49 60 58 56 / regie-publicitaire@ecpad.fr

Couverture

© Véronique Besnard et Olivier Le Comte/ECPAD



@Defense_gouv



Ministère des Armées



L'édition digitale d'Armées d'aujourd'hui
sur tablette ou smartphone

Un A400M parti de Toulouse s'est posé à Saint-Martin le 11 septembre avec à son bord des soldats du 33^e régiment d'infanterie de marine, deux camions et 6 tonnes d'eau et de rations. Après le passage de l'ouragan Irma, les armées mobilisent leurs moyens. Un premier A400M avait notamment décollé de la base d'Orléans-Bricy dès le 9 septembre pour rejoindre la Martinique avec à son bord un Puma du 3^e régiment d'hélicoptères de combat.

Photo : Guillaume Cabre/armée de Terre







Cet été, les armées se sont engagées aux côtés des sapeurs-pompiers, dans le cadre de la mission Hephaïstos, pour lutter contre les incendies qui ont touché le sud de la France et la Corse. Début août, à Istres (Bouches-du-Rhône), la base aérienne 125 a ainsi fourni un appui sur sa commune tandis que des groupes du génie intégrés sont intervenus. Ces derniers ont également opéré à Vénéjan (Gard). En Corse, des modules adaptés de surveillance ainsi qu'un détachement d'intervention hélicoptéré ont été engagés.

Photo : Laure-Anne Maucorps/armée de l'Air



Irak

LA MINISTRE DES ARMÉES SUR LE TERRAIN

Florence Parly, ministre des Armées, et Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, se sont rendus à Bagdad et à Erbil, en Irak, les 25 et 26 août. Ils ont apporté leur

soutien aux militaires français présents et félicité leur engagement quotidien dans la lutte contre Daech. Les deux ministres se sont d'abord rendus auprès de la task force Monsabert, chargée de former et de conseiller l'état-major de la 6^e division d'infanterie irakienne, puis ils ont été à la rencontre des soldats de la task force Wagram, qui œuvre en appui des forces de sécurité du pays. Florence Parly et Jean-Yves Le Drian se sont également entretenus avec les autorités irakiennes, à Bagdad, renouvelant l'engagement constant de la France, ainsi qu'avec les autorités kurdes, à Erbil.



© ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES

Nomination

**JOËL
BARRE,
NOUVEAU
DGA**



© A. KARAGHEZIAN/ECPAD

Sur proposition de la ministre des Armées, le président de la République a nommé, le 9 août, Joël Barre délégué général pour l'armement. Cet homme de 62 ans a réalisé un parcours exceptionnel tant au sein de la Direction générale de l'armement que dans l'industrie et au Centre national d'études spatiales dont il était jusque-là le directeur général délégué.

49 000

gilets pare-balles nouvelle génération ont été commandés pour assurer la protection des militaires français.

“ Je veux que notre armée reste une puissance militaire singulière avec une vraie capacité de dissuasion. Elle demeurera la première armée européenne, la deuxième armée du monde libre. ”

Emmanuel Macron, interview publiée par *Le Point* le 31 août.

232

avions de combat étaient à la disposition de l'armée de l'Air au 1^{er} juillet

Solidarité

Une rencontre amicale de football au profit des blessés

Le Variétés Club de France et une sélection « armées françaises » ont disputé un match de gala au stade de La Muette, à Paris, le 6 septembre. Hautes autorités et grands noms du football français – Laurent Blanc, Didier Deschamps ou encore Fabien Barthez – se sont affrontés sur le terrain. Score final : match-nul (2-2). Grâce à cette initiative, 100 000 euros

de dons ont été collectés au profit des militaires blessés, de leurs familles et de celles ayant perdu un proche. Le chèque a été remis, à l'issue du match, au chef d'état-major des Armées, le général Lecointre, qui en a profité pour saluer ce moment fort de partage et de rencontre avec les soldats blessés.



© HUGUES GILLOT/ECPAD

Ouragan Irma

LES ARMÉES VIENNENT EN AIDE À LA POPULATION

Tous les services de l'État ont été mobilisés afin de protéger et de porter secours à la population lors de l'ouragan Irma, qui a particulièrement touché les îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy. Les armées, grâce au prépositionnement des forces françaises aux Antilles et en Guyane, ont déployé dès le 4 septembre des moyens préventifs (éléments et matériels de l'armée de Terre, frégates, avions de surveillance maritime, avions de transport, hélicoptères). Après le passage de l'ouragan, d'autres moyens ont également



© GUILLAUME CABRE/ARMÉE DE TERRE

été déployés depuis la métropole. Le 12 septembre, le bâtiment de projection et de commandement *Tonnerre* a appareillé de Toulon avec quatre hélicoptères et des moyens lourds du génie.



LE TWEET QU'IL NE FALLAIT PAS MANQUER



© C. MARTINEZ/13e RDP

Le Journal de la Défense (#JDEF)
vous propose de découvrir
les forces spéciales à travers
les innovations qu'elles portent
au sein de leurs unités.

BTS cyber

GENEVIÈVE DARRIEUSSECQ AUPRÈS DES ÉTUDIANTS

Le 4 septembre, 34 jeunes sélectionnés parmi 600 candidats ont intégré la classe de BTS « systèmes numériques informatiques et réseaux » module cyberdéfense, au lycée militaire de Saint-Cyr-l'École (Yvelines). Sciences, langues et sécurité des réseaux informatiques sont notamment au programme de

cette nouvelle formation inaugurée par Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées. Celle-ci a souligné l'importance de ce nouveau dispositif pour la Défense et a encouragé personnellement les étudiants de cette première promotion, les considérant comme les futurs « combattants numériques » de la France.

Innovation

Florence Parly aux universités d'été du Medef

À l'occasion des universités d'été du Medef, sur le campus HEC de Jouy-en-Josas (Yvelines), Florence Parly, ministre des Armées, s'est exprimée lors de l'inauguration de l'espace « Innovation » le 29 août. Son discours, construit autour de la thématique « Innover pour protéger », rappelle combien le ministère des Armées, partenaire de longue date du Medef, fait partie intégrante du dynamisme industriel et économique français. « L'industrie de défense, c'est plus de 165 000 emplois sur tout le territoire. Ce sont plus de 4 000 PME technologiques. Ce sont plus de 10 milliards d'euros investis dans l'industrie, faisant des armées le premier investisseur de l'État », a souligné la ministre. Face au contexte stratégique actuel et aux nouvelles menaces auxquelles il est confronté, le ministère des Armées pousse l'industrie française à développer des technologies bénéficiant également au monde civil : drones, matériaux... Pour cela, il offre notamment l'expertise et les conseils de la Direction générale de l'armement ainsi qu'un soutien financier à des projets de recherche. Cette implication au cœur de l'industrie innovante témoigne d'une volonté de préparer pleinement la défense de demain.



© HUGUES GILLOT/ECFAD

Armée de l'Air CRÉATION DE LA 62^E ESCADRE DE TRANSPORT



© MATHILDE DÉFOSSÉZ/ARMÉE DE L'AIR

Une troisième escadre de transport, la 62^e, a vu officiellement le jour le 5 septembre. La cérémonie était présidée par le général de brigade aérienne Laurent Marboeuf, commandant la brigade aérienne d'appui et de projection, lors d'une prise d'armes, sur la base aérienne 123 d'Orléans-Bricy. La 62^e réunira les escadrons de transport Poitou et Franche-Comté, ainsi qu'un escadron de soutien technique aéronautique mis sur pied à cette occasion. Cette création s'inscrit dans le cadre d'une profonde transformation du transport aérien militaire français et en constitue une étape importante.

Concours RECRUTEMENT D'INGÉNIEURS D'ÉTUDES ET DE FABRICATION

Le Secrétariat général pour l'administration a lancé une procédure de recrutement d'ingénieurs d'études et de fabrication par voie de concours. Sont concernés les personnes titulaires, au minimum, d'une licence. En 2018, des postes seront ouverts dans les filières de pointe suivantes : achats, électrotechnique, génie civil, informatique, mécanique, organisation et gestion de la production, pyrotechnie, essais, qualité, santé, sécurité environnement, travail, sciences et techniques de la mer et télécommunications. Les dossiers sont à retirer avant le 9 octobre, 12 heures. Date de clôture des inscriptions : le 11 octobre.

Candidatures PRIX DE LA RECONVERSION DES MILITAIRES 2017

Les personnes souhaitant concourir pour le Prix de la reconversion des militaires 2017 doivent déposer leur dossier de candidature avant le 30 septembre. Celui-ci est disponible sur le site internet de l'Association des entreprises partenaires de la Défense, à l'initiative, avec le ministère des Armées, de cet événement. Ce prix récompense chaque année un projet de création ou de reprise d'entreprise par un personnel militaire en situation d'activité, déjà inscrit ou non dans un parcours reconversion. Ce dernier doit rejoindre la vie civile au plus tard un an après la remise du prix. Défense Mobilité et l'Agence de reconversion de la Défense sont associées à l'organisation de ce rendez-vous phare dans l'agenda Défense. En 2016, deux lauréats ont été récompensés dans la catégorie « création d'entreprise » : Antoine Sauer et Abdou Diarra. Le prix « coup de pouce » avait été décerné à Marc Weltmann.

RENDEZ-VOUS

Rencontres sportives Invictus Games

La ville de Toronto, au Canada, accueillera **du 23 au 30 septembre** la 3^e édition des Invictus Games. Mise en place en 2014 par le prince Harry, cette compétition sportive internationale met en vedette les militaires en service actif et les anciens combattants blessés. Elle réunira cette année 550 sportifs issus de 17 nations.



© DR

Exposition photographique « Aviateurs engagés »

Jusqu'au 7 novembre, la mairie de Paris accueille l'exposition « Aviateurs engagés », constituée de 60 photographies disposées autour de la caserne Napoléon. Le point de départ de la visite se situe au 27, rue de Rivoli, dans le 4^e arrondissement.

Documentaire « L'École de guerre, l'école des chefs »

La chaîne de télévision Planète + Aventure & Expérience diffusera **le 15 novembre** un documentaire sur l'École de guerre. Le réalisateur Philippe Bodet a pu suivre durant un an le parcours de quatre officiers au sein du prestigieux établissement situé à l'École militaire, à Paris.



Les armées à portée de main !



Découvrez
**Armées
d'aujourd'hui**
digital

Contenu enrichi
Vidéos inédites
Photos exclusives



PASCAL, MILITAIRE, A BESOIN D'UNE PROTECTION À LA HAUTEUR DE SON ENGAGEMENT.

OFFRE RÉSERVÉE AUX ADHÉRENTS Unéo

-20 % SUR L'ASSURANCE AUTO*

OU

-10 % SUR L'ASSURANCE HABITATION*

**GMF 1^{ER} ASSUREUR
DES AGENTS DU SERVICE PUBLIC**



ASSURÉMENT HUMAIN

Appelez le 0 970 809 809 (numéro non surtaxé, du lundi au samedi de 8h à 20h)
Connectez-vous sur www.gmf.fr

*Réduction appliquée la 1^{ère} année pour toute souscription entre le 03/04/2017 et le 31/12/2017 d'un 1^{er} contrat AUTO PASS ou DOMO PASS en tant qu'adhérent de la mutuelle Unéo (mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité, inscrite au répertoire SIRENE sous le numéro 503 380 081). Offre valable une seule fois et non cumulable avec toute offre promotionnelle en cours.

LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES et employés de l'État et des services publics et assimilés - Société d'assurance mutuelle - Entreprise régie par le Code des assurances. 775 691 140 R.C.S. Nanterre - APE 6512Z - Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret et sa filiale GMF ASSURANCES. Adresse postale : 45930 Orléans Cedex 9.



« Cette solution
est pensée
et développée
pour protéger
les militaires
et leur famille. »

Unéo et GMF
sont membres d'
UNEOPOLE
la communauté
sécurité défense

TBWAPARIS

Donner à la Défense les moyens de ses ambitions

La 15^e édition de l'Université d'été de la Défense, qui s'est déroulée à Toulon les 4 et 5 septembre, a réuni près de 500 responsables politiques, militaires, industriels, chercheurs et journalistes du secteur de la défense. Dans un contexte marqué par un renouveau des protagonistes du secteur, d'élaboration de la Revue stratégique et de crises géopolitiques, les participants ont débattu autour du thème « Cinq ans pour la Défense : menaces, ambitions, moyens ».

Par Aude Borel

Photos : Olivier Le Comte/ECPAD





Florence Parly,
ministre des Armées,
lors de son discours
de clôture.

Méthodologie de la loi de programmation militaire, rééquilibrage entre moyens alloués et missions confiées aux armées, consolidation de l'autonomie opérationnelle, industrie, préparation de l'avenir, dissuasion nucléaire, conditions de vie des militaires... Autant de sujets majeurs ayant alimenté les débats de cette 15^e édition de l'Université d'été de la Défense. Depuis le hangar aéronautique du bâtiment de projection et de commandement *Mistral*, les acteurs clés du secteur ont pris la parole devant l'aréopage du domaine militaire. Le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des Armées (Cema), y a évoqué dès le premier jour une « *nécessaire modulation du niveau d'engagement pour se redonner des marges de souplesse, ne pas épuiser les forces et être capable de répondre en cas de crise majeure et imprévue* », faisant écho à la suractivité des militaires. Le Cema a aussi prôné une meilleure sincérité dans l'évaluation des opérations extérieures pour éviter les « *régulations budgétaires sauvages* ».

Une concertation et des arbitrages aussi évoqués par Florence Parly, ministre des Armées, lors de son discours de clôture : « *Sur les théâtres extérieurs, nous continuerons à conduire les actions nécessaires à la protection avancée de notre territoire et à la stabilité des pays concernés. [...] Il ne saurait être question de baisser la garde,*

tout en nous réservant la possibilité, ici ou là, d'ajuster notre niveau d'engagement en fonction de l'évolution sur le terrain. » La ministre a tenu à faire passer des messages clairs. Face au contexte stratégique actuel – terrorisme, stratégies de puissance et politiques agressives, prolifération nucléaire et balistique – et aux nouvelles menaces telles que le cyber, elle a affirmé qu'il fallait mettre la France en capacité de les combattre et de les neutraliser. « *La stabilité et la sécurité de notre pays ne sont pas acquises* », a-t-elle déclaré.

Christian Cambon, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, s'est aussi exprimé en ce sens. « *On ne peut pas tout faire* », a-t-il avoué, en opposant la suractivité de nos armées dans les temps passés à la réactivité face aux menaces actuelles. Priorité immédiate à corriger selon lui : « *La répartition des efforts pour combler maintenant les besoins criants des armées conventionnelles. [...] La LPM (loi de programmation militaire) est une obligation morale.* »

ARMEMENT DES DRONES REAPER

« *À l'extérieur de nos frontières, l'adversaire se fait plus furtif, plus mobile, se dilue dans les vastes étendues du Sahel ou se dissimule au milieu des populations civiles. Face à ce constat, nous ne pouvons rester statiques, a soutenu Florence Parly. Nos modes d'action et nos équipements*

doivent s'adapter pour garder le temps d'avance qui est décisif pour atteindre nos objectifs. » Prenant acte des dangers nouveaux, la ministre des Armées a donc annoncé le lancement du processus d'armement des drones de renseignement et de surveillance. Identification et suivi des cibles, discrétion, endurance et capacité de frappe : autant d'apports au combat moderne. « *Il s'agit d'une capacité clé du combat de demain, comme l'ont été, à leur époque, le blindé ou l'avion. La France ne saurait passer à côté sous peine de se voir déclassée* », a affirmé la ministre. Elle a assuré qu'avec cet équipement, le risque de dommages collatéraux serait limité. Cette mesure s'appliquera aux futurs drones Reaper qui devraient être livrés d'ici fin 2019 et mis en œuvre par l'escadron de drones 1/33 Belfort. Ce sera ensuite au tour du futur drone Male européen développé en coopération avec l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Dans un rapport parlementaire publié en mai, ●●●



Le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des Armées, lors de la première journée.

De gauche à droite : Joël Barre, Geneviève Darrieussecq, Christian Cambon, le général Lecointre, Jean-Paul Bodin et Jean-Jacques Bridey.



●●● les sénateurs Cédric Perrin, Gilbert Roger, Jean-Marie Bockel et Raymond Vall préconisaient l'armement des drones et de lever le tabou sur leur utilisation. Anticipant les « éventuelles craintes » suscitées par cet engin piloté à distance, la ministre des Armées a déclaré qu'il ne s'agissait pas d'un « robot tueur » et que le Reaper serait employé selon des règles d'engagement strictement identiques à celles des armes actuelles.

EUROPE DE LA DÉFENSE

Autre sujet au cœur des préoccupations : l'Europe de la défense. « Il faut fédérer autour de projets structurants et capacitaires. [...] Il faut remettre les Européens au cœur de la défense et de la sécurité de notre Union », a plaidé Florence Parly. Jean-Jacques Bridey, président de la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, a relevé la convergence des États membres sur les menaces actuelles. Il a jugé « illusoire d'imaginer une riposte à 27 », car aucun partenaire n'a les mêmes ambitions, ni les mêmes moyens. « Il ne faut pas avoir peur de créer une coopération

renforcée autour des pays qui veulent se mobiliser », a-t-il estimé.

Budget propre de l'Union via le fonds européen de défense, renforcement des coopérations militaires existantes, consolidation de la base industrielle et technologique de défense, modernisation et excellence de la performance des équipements des armées, poursuite des efforts en matière de recherche et d'innovation... Pour tous les acteurs en présence, l'industrie européenne doit être en mesure de répondre à tous ces défis. La présence de Nicola Latorre, président de la commission de défense du Sénat italien, a permis à la ministre des Armées de revenir sur son intention de s'allier à Rome pour constituer un champion européen dans le domaine des bâtiments de surface. « L'industrie de la défense est l'un des catalyseurs de l'Europe de la défense », a-t-elle d'ailleurs rappelé.

CONDITION DU PERSONNEL

Début octobre, la Revue stratégique et les travaux du comité de rédaction présidé par le député européen Arnaud Danjean seront remis, puis la prochaine loi de program-

mation militaire, qui s'étendra de 2019 à 2025, déterminera les cadrages macro-économiques des scénarios dessinés. La LPM devra remédier aux « besoins pressants des armées, directions et services qui font face à un engagement opérationnel inédit et en subissent les conséquences en termes d'usure des équipements et de pression pour leurs personnels » et « construire l'outil de défense capable de faire face aux défis de demain ». Pour ce faire, les armées disposeront de moyens accrus. Ainsi, le budget sera augmenté de 1,8 milliard dès 2018. Première étape vers le cap des 2 % du PIB consacrés à la Défense, fixé par le président de la République, Emmanuel Macron. Mesurant les efforts demandés, la ministre a rendu hommage au courage, à la dignité et à l'abnégation des soldats, puis a réaffirmé sa volonté d'améliorer la condition des militaires et de leurs familles. « Il n'y a pas de soldats forts sans familles heureuses », a insisté Florence Parly, qui a martelé sa détermination à relever tous ces défis, avec l'ensemble des acteurs de la communauté défense. ●

Le premier jour, le commando Hubert a effectué une simulation de reprise de vive force d'un patrouilleur de haute mer.



**Entretien
avec
Jean-Jacques
Bridey,
président de
la commission
de la défense
nationale**

**et des forces armées
de l'Assemblée nationale**

**Quels sont, selon vous, les grands
défis actuels de la Défense ?**

En premier lieu, à partir des conclusions de la Revue stratégique, nous élaborerons une nouvelle loi de programmation militaire (LPM) dont le président de la République a tracé la perspective budgétaire d'une augmentation des crédits à partir de 2018. Dans le cadre de la commission, je ferai émerger d'autres enjeux : la coopération européenne, car nous avons des défis et menaces communs à relever ensemble en matière de défense et sécurité – terrorisme,

immigration, problématiques liées au climat et sur tous les enjeux opérationnels, capacitaires et de mutualisation des moyens. Je voudrais créer une base européenne industrielle sur ces questions. Nous verrons comment inscrire notre réflexion dans les pas du Président. Troisième volet, le lien armées-nation. Une mission d'information sur le service national universel a été créée le 12 septembre au sein de la commission. Je souhaite qu'elle dessine le périmètre de ce dispositif pour l'inscrire progressivement dans le fonctionnement de notre société afin qu'il y ait une cohésion nationale autour des valeurs de la République.

**Comment les nouveaux membres
de votre commission vont-ils se saisir
de ces questions ?**

J'ai remarqué avec joie qu'une cinquantaine de membres était présente à l'Université d'été de la Défense. Je leur ai proposé des rencontres avec

nos armées : Satory pour l'armée de Terre puis Saint-Dizier avec l'armée de l'Air. Les députés ont envie de découvrir, d'apprendre et de participer à cette communauté de défense pour laquelle ils possèdent tous un attachement – qu'il soit familial, territorial, politique ou professionnel –, qu'ils veulent prolonger dans leurs missions de parlementaires.

**À l'approche du vote du budget,
quel est votre état d'esprit ?**

J'attends le projet de loi de finances 2018 avec beaucoup d'impatience et de sérénité pour voir comment concrétiser cette montée en puissance. Ce sera l'objet de la loi de programmation, à partir de 2019, et puis il y aura cette période intermédiaire sur le budget 2018 pour voir ce qu'on met dans cette augmentation de 1,8 milliard d'euros. Donc des perspectives encourageantes pour le budget des armées consacré par la nation à sa sécurité. Il s'agit là d'un travail exaltant.



© JÉRÔME BARDENET/ARMÉE DE TERRE

*Général d'armée
François Lecointre,
chef d'état-major
des Armées*

“ ***Je crois à la force du collectif et à l'indispensable complémentarité entre les composantes d'armées, les directions et les services*** ”

Vous avez été nommé chef d'état-major des Armées (Cema) dans des circonstances particulières. Aujourd'hui, quelle est votre vision du rôle de Cema ? Avec quelle façon de travailler ?

Je conçois, de prime abord, mes fonctions en affirmant ma présence dans le domaine des opérations, cœur et finalité des activités de nos armées, d'où procèdent ma légitimité et ma crédibilité devant le gouvernement, dont je suis le conseiller militaire. Je porte non seulement la voix des armées mais je représente également, dans la moindre de mes interventions, la somme des expertises et des expériences accumulées que je dois traduire ensuite en termes d'appréciations de situation et d'options militaires à proposer pour faire face aux crises. C'est bien cette crédibilité de l'ensemble que je dois porter.

Sur le plan interne, j'ai réaffirmé d'emblée mon attachement à voir l'efficacité opérationnelle consacrée en tant que principe fondamental, c'est-à-dire comme ce fil directeur qui doit guider l'identification de nos priorités. Je souhaite ainsi restaurer la responsabilité organique des chefs de tous les niveaux, en revisitant notamment les modalités de fonctionnement entre les organismes de soutien et les unités opérationnelles.

Nous devons prendre conscience de la nature spécifiquement opérationnelle de toutes les formations militaires, quelles que puissent être leur fonction ou leur spécialité. Ces unités doivent toutes pouvoir être engagées et produire les effets opérationnels pour lesquels elles ont été conçues et créées avec des capacités d'action autonome et sans délai, sur le territoire national ou en opérations extérieures. Je crois à la force du collectif, à l'indispensable complémentarité entre les composantes d'armées, les directions et les services, sans nuance de milieu ni de tenue. Je crois à la chaleur des relations humaines et à la richesse des débats, qui permettent la confrontation des idées et la définition des effets à obtenir. Je suis également convaincu que notre action collective ne vaut que parce qu'elle offre à la nation une capacité de réaction dans l'urgence et une fiabilité dans la conduite de l'action qui permettent de faire face à la crise et à la guerre, phénomènes par nature peu prévisibles et difficiles à anticiper. C'est pour cela qu'il est artificiel de séparer l'organique de l'opérationnel, la préparation de l'action et sa conduite.

Pour faire valoir ce souci collectif de l'action, j'ai besoin de m'appuyer sur tous. Le Cema n'existe pas tout seul, il doit pouvoir s'appuyer non seulement sur la mécanique si précise des états-majors, sur la puissance

des intelligences qui les composent et que j'invite à s'exprimer, mais aussi sur le sens de l'initiative et sur le sens du service de tous ceux qui, dans les régiments, à bord des bâtiments, sur les bases aériennes et au sein des directions et services, constituent la véritable force de production des armées.

En tant que Cema, quel est actuellement le périmètre de vos responsabilités ?

Ma première responsabilité tient au commandement des opérations. C'est cette responsabilité au nom de laquelle je m'exprime chaque semaine en conseil de défense, pour présenter au président de la République et aux ministres le point de situation particulier sur les théâtres de crise ainsi que l'appréciation militaire. Les opérations n'ont baissé ni de rythme ni d'intensité ; au Sahel, Barkhane s'adapte pour accueillir, accompagner et encourager la force conjointe qui verra les pays du G5 unir leurs efforts en déployant des bataillons pour lutter à nos côtés contre la menace des groupes armés terroristes. Au Levant, l'année 2017 a vu les forces irakiennes engranger les succès contre Daech, reprendre progressivement le contrôle de leur territoire, libérer Mossoul. Comment poursuivre cet effort, quels moyens français y consacrer, pour quelle durée ? Sur le territoire national enfin, comme vos lecteurs l'ont suivi, il y a la réflexion initiée par le président de la République sur l'adaptation de l'opération Sentinelle.

L'autre responsabilité essentielle tient au besoin opérationnel et à la cohérence capacitaire globale des armées, que je dois garantir. Il s'agit là de la cohérence entre les ressources humaines, les équipements, l'organisation, les soutiens, la préparation, les concepts et les doctrines. Elle se décline en particulier par le rôle que je tiens lors de l'élaboration et de l'actualisation de la programmation militaire, celle qui est formalisée par la loi de programmation militaire (LPM) qui sera votée dans le courant de l'année 2018.

Ces responsabilités s'étendent dans le domaine budgétaire, au titre de la loi organique relative à la loi de finances, en tant que responsable du programme « emploi des forces », coresponsable (avec le délégué général pour l'armement) du programme « équipement des forces ». Je suis appelé ainsi à intervenir devant les commissions de défense du Parlement, notamment à l'occasion de l'examen du projet de loi de finances, pour expliquer les dynamiques spécifiques aux armées, propres à l'emploi de nos forces et à leur équipement.

Enfin, les relations avec les armées étrangères et les structures militaires de l'Union européenne et de l'Otan relèvent naturellement de ma compétence. J'entretiens, à ce titre, des contacts suivis avec mes homologues des pays amis et alliés.

Dans le cadre de la Revue stratégique de défense et de sécurité nationale, comment allez-vous aider le gouvernement à définir les besoins réels des armées ? Quels sont les principaux enjeux ?

La Revue stratégique, en cours de préparation, doit aider nos armées à devenir des « contemporaines du futur » par la définition de nouvelles priorités. Il s'agit là d'un travail fondamental dans lequel les militaires tiennent toute leur place puisque les trois chefs d'état-major sont présents à la commission de la revue et ont voix au chapitre. Il ne s'agit pas d'y définir les besoins des armées mais plutôt d'y étudier le niveau des ambitions nationales traduit en termes d'aptitudes : que voulons-nous savoir faire ? Que devons-nous savoir faire ? Quel degré d'autonomie conserver, développer ou rechercher, et dans quels domaines ? La réponse à ces questions permettra au Président de fixer ensuite aux armées un contrat opérationnel à remplir et au chef d'état-major des Armées de lui proposer les formats et les capacités militaires qui devront être réalisés pour y parvenir. La LPM permettra ensuite de cadencer l'effort budgétaire de la nation qui sera en cohérence avec les objectifs que celle-ci nous assigne.

Je tiens à souligner que nous ne partons pas de rien ! Pour prendre une image marine, les armées sont sur leur erre, encadrées par l'actuelle LPM, engagées dans des plans de transformation et d'adaptation qui les rendent très modernes sur certains secteurs d'équipement, davantage vétustes sur d'autres.

Quelles sont vos priorités d'ici la fin de l'année ?

Mes priorités sont étroitement liées à l'actualité des travaux ordonnés par le président de la République. Les réunions du comité de la Revue stratégique ont débuté dès le mois de juillet et se sont poursuivies pendant la saison estivale de façon à respecter l'échéance de présentation des conclusions fixée à l'automne. Je salue celles et ceux qui sont associés à cette démarche. Il y aura immédiatement après les travaux relatifs à la future loi de programmation militaire qui vont consister, notamment, à la consolidation des équilibres de ressources humaines ainsi qu'à l'établissement de la nature et des volumes d'équipements nécessaires, en cohérence avec le niveau d'ambition nationale qui sera arrêté.

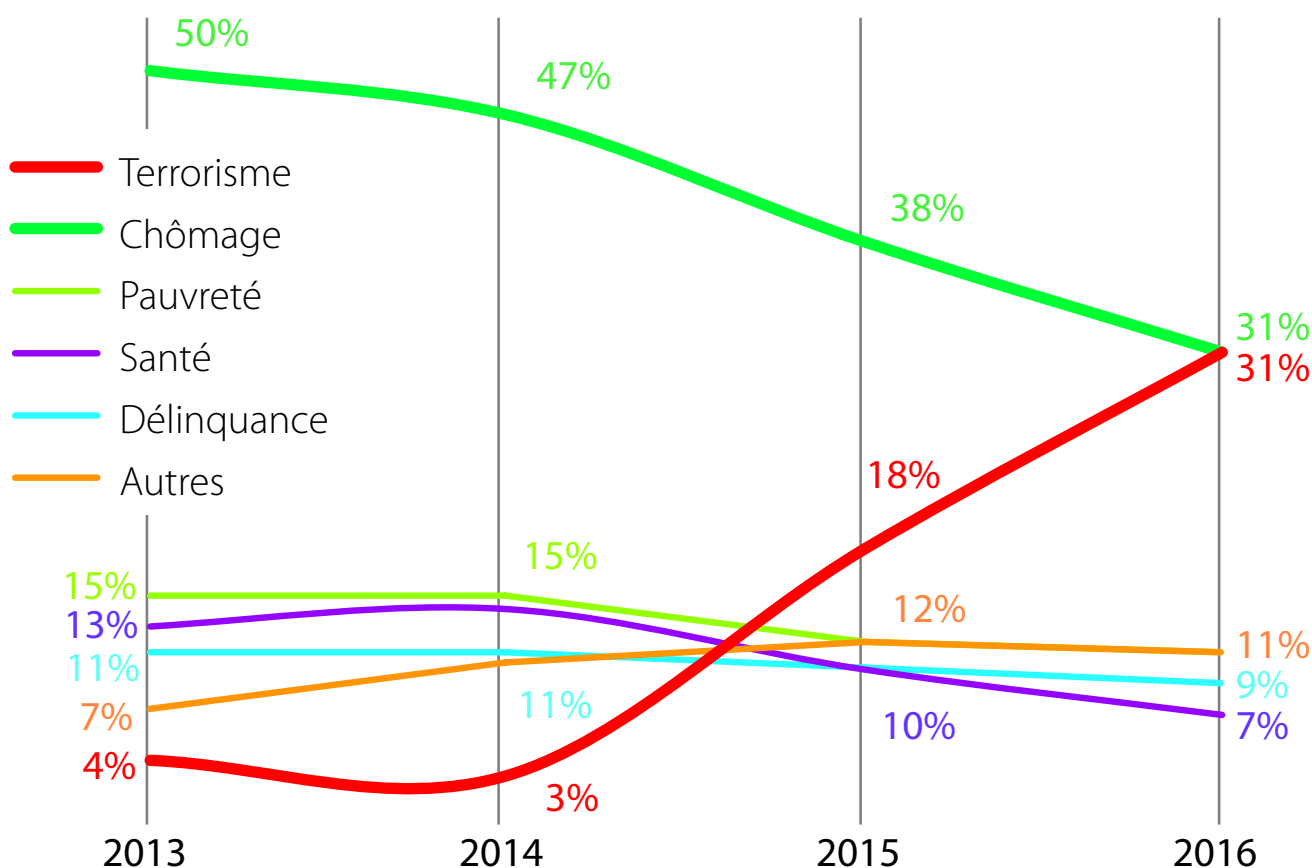
Ces échéances vont scander le dernier trimestre de cette année, au cours duquel je tiens surtout à aller à la rencontre des militaires de toutes les armées, en opérations, dans leurs quartiers, à bord de leurs bâtiments et sur leurs bases aériennes. Cette réalité du terrain m'est précieuse pour mieux appréhender les conditions actuelles de l'exercice du métier militaire ainsi que les conditions de vie, dont celles des familles, qui méritent toute notre attention.



Les Français soutiennent les armées

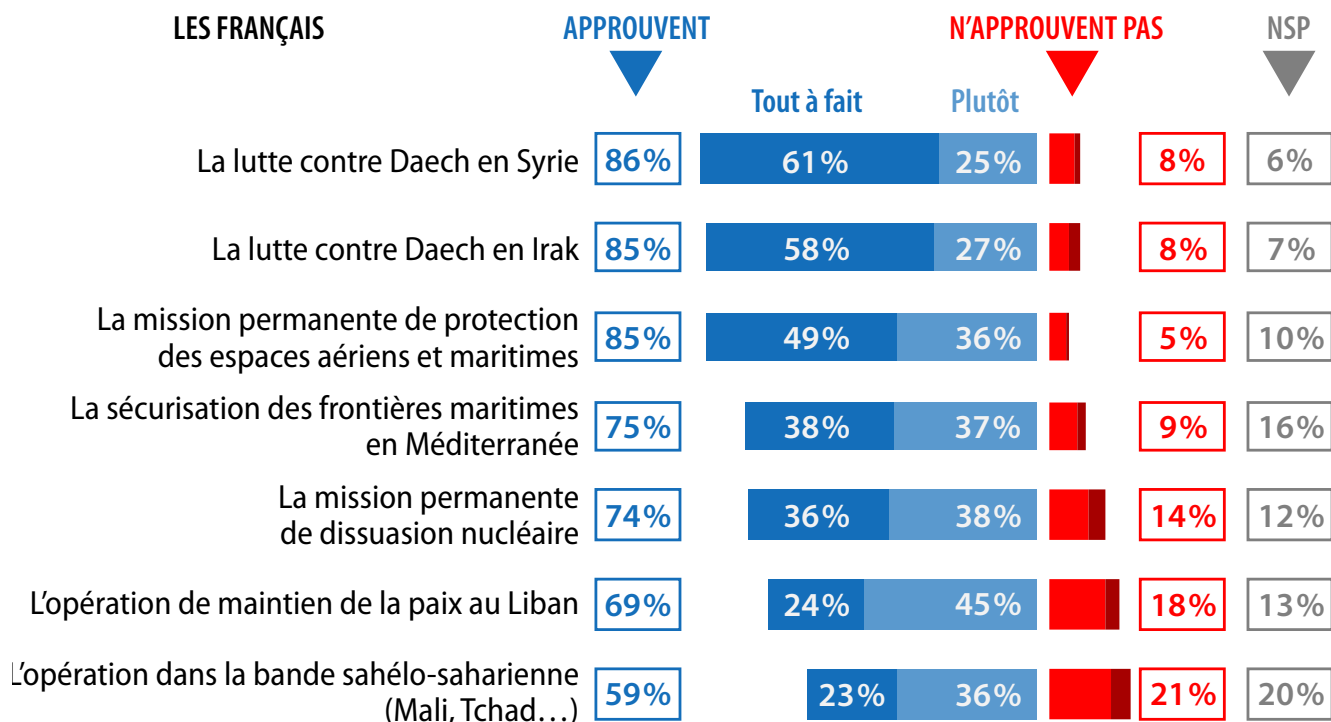
Après l'économie réalisée sur le budget 2017, le ministère des Armées va bénéficier d'une augmentation de ses crédits de 1,8 milliard d'euros en 2018. Cette progression de 5 % représentera un effort inédit, trois fois supérieur à la hausse précédente, entre 2016 et 2017. Elle s'inscrit dans la trajectoire de ralliement de l'objectif d'un budget de 2 % du PIB en 2025. Une augmentation à mettre en parallèle avec les indicateurs d'adhésion et de soutien des Français par rapport aux armées et aux opérations qu'elles mènent.

LE TERRORISME : PRINCIPALE PRÉOCCUPATION DES FRANÇAIS EN 2016



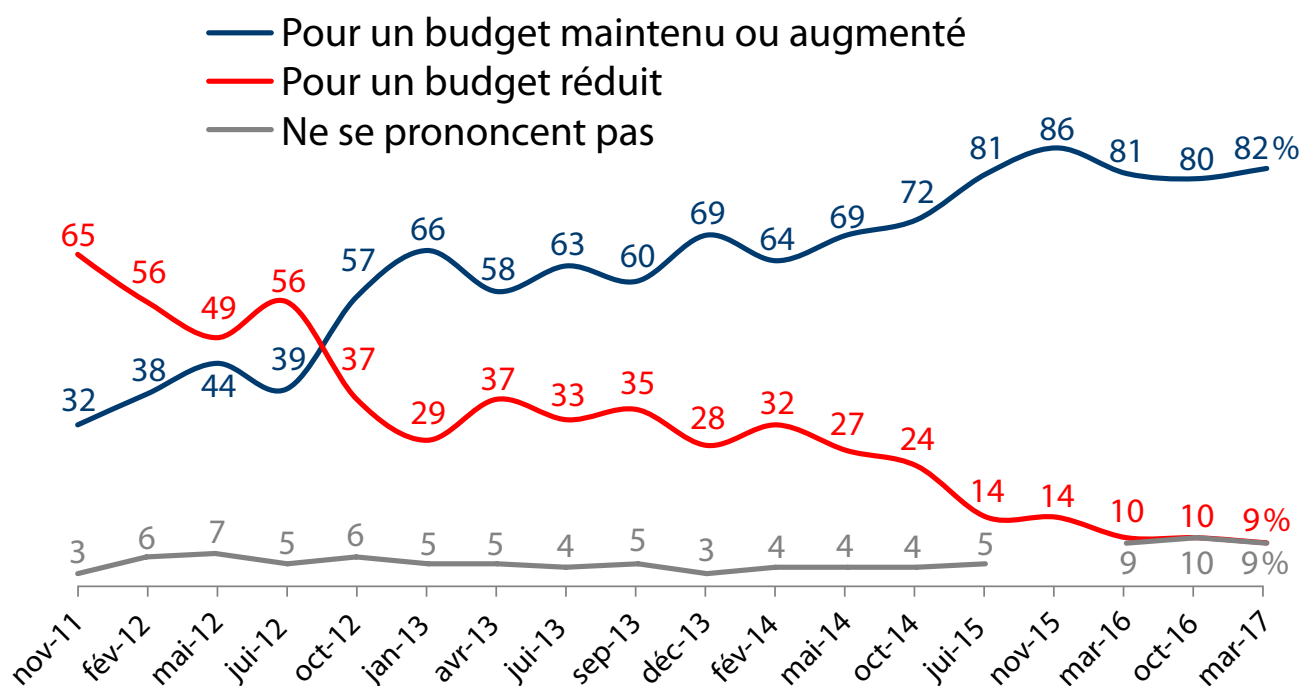
Source : Insee-ONDRP-SSMSI, Enquêtes cadre de vie et sécurité 2013-2016

UN LARGE SOUTIEN À L'ACTION DES ARMÉES EN OPÉRATIONS EXTÉRIEURES



Source : Baromètres OPEX, IFOP-DiCoD, mars 2017

UN BUDGET FONDAMENTAL À SANCTUARISER SELON LES FRANÇAIS



Source : Baromètres OPEX, DiCoD, 2011 à 2017

Deux forces d'élite ensemble sur un seul territoire





Des équipages du Groupe interarmées d'hélicoptères (GIH) et des hommes du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) se sont entraînés à opérer ensemble sur un scénario d'action terroriste, en mai dernier, à partir de la base aérienne de Villacoublay.

Par Flora Cantin – Photos : Anthony Thomas-Trophime/Dicod

- 1** Avant le départ en mission, dernier briefing sur le tarmac entre les hommes du GIH et ceux du GIGN.
- 2** Membre du GIGN et « quatrième homme » dans la soute durant le vol vers la zone d'exercice.
- 3** Infiltration par corde lisse sur le toit d'un bâtiment.
- 4** Un membre du GIGN guide l'aéronef avant d'être exfiltré par grappe.



Dans la salle des opérations, à quelques pas du tarmac de la base aérienne 107 de Villacoublay (Yvelines), les hommes du Groupe interarmées d'hélicoptères (GIH) et ceux du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) écoutent le briefing. Des trafiquants d'armes projettent des actions terroristes sur le territoire national selon le scénario de l'entraînement prévu cet après-midi entre les deux unités d'élite. « Le GIH est une petite unité appartenant aux forces spéciales, composée d'aviateurs et de terriens régis par les mêmes règles d'emploi, celles de l'armée de Terre. Notre vocation principale est la lutte contre le terrorisme sur le territoire national avec des domaines aussi larges que les compétences aérocordage, NRBC (nucléaire, radiologique, bactériologique, chimique) et police judiciaire. Les hommes du GIH doivent maîtriser des environnements complexes : maritime, urbain, industriel... », indique le lieutenant-colonel Jérôme, qui commandait le GIH jusqu'en juillet. Autre

particularité de cette unité unique en Europe : elle entretient une coopération opérationnelle étroite avec les forces d'élite du ministère de l'Intérieur. « Nous réalisons des missions au profit des formations du Commandement des opérations spéciales, mais nous soutenons principalement nos camarades du GIGN et du Raid », ajoute le lieutenant-colonel. Fin du topo. Sur la piste, deux hélicoptères Puma décollent, portes ouvertes, vers un camp d'entraînement de la gendarmerie nationale. Objectif pour les équipages du GIH et

Puma, les appuie. L'infiltration est réussie, les hélicoptères s'éloignent. La première phase de l'exercice est terminée.

DÉCLENCHÉS SUR TRÈS COURT PRÉAVIS

« AU GIH, nous comptons uniquement des pilotes expérimentés et des chefs de bord. Les équipages sont mixtes, c'est-à-dire que l'on peut avoir des aviateurs et des terriens dans un même équipage. On est l'une des seules unités susceptibles de bénéficier immédiatement d'armement et de blindage pour intervenir sur le territoire

“ Les hommes du Groupe interarmées d'hélicoptères doivent maîtriser des environnements complexes : maritime, urbain, industriel...” ”



les hommes du GIGN : réaliser un exercice de gestion de crise et mettre en œuvre les différentes techniques d'aérocordage ainsi que les méthodes d'infiltration et d'exfiltration utilisées régulièrement en opération. Au sein de chaque appareil, un « quatrième homme », terme qui désigne le membre d'équipage des opérations spéciales (Meos) positionné en soute, veille sur la sécurité. Après 20 minutes de vol, les deux pilotes de Puma repèrent le bâtiment qui servira de zone d'exercice. Au-dessus du toit, à 10 mètres du sol, l'un des hélicoptères effectue un vol stationnaire. À la radio, chef de bord et Meos échangent : « On peut redescendre un peu... Ok, paré dépose ! – J'envoie la corde ! La corde est au sol ! »

TIREUR D'ÉLITE EN APPUI

Un par un, les membres du GIGN descendent le long de la corde lisse. En moins d'une minute, ils sont sur le toit. Une seule fenêtre va leur permettre d'accéder à l'intérieur du bâtiment. Pour sécuriser la pièce, l'un des gendarmes lance une grenade fumigène, puis les hommes pénètrent rapidement à l'intérieur. Au-dessus de leurs têtes, à l'intérieur du second appareil également en stationnaire, un tireur d'élite, positionné à la porte latérale du

national et on peut être déclenché tout au long de l'année sur très court préavis », précise le capitaine Matthias, commandant l'escadrille d'hélicoptères de manœuvres au GIH.

Retour sur le toit. Cette fois, les hommes du GIGN s'exfiltreront grâce à deux techniques d'aérocordage différentes : la grappe et la nacelle. La première est utilisée par toutes les forces spéciales, la seconde « a été créée par et pour le GIGN, en coopération avec le GIH. La nacelle, qui ressemble à un gros parapluie à l'envers, permet d'emporter jusqu'à 15 personnes, notamment des civils qui auraient besoin d'être évacués rapidement et depuis des zones difficilement accessibles par voie routière », précise le capitaine Matthias. Cette nacelle peut également hélicopter des blessés installés sur civière.

En fin d'après-midi, retour sur la base aérienne 107 pour tout le monde. Les mécaniciens, aviateurs et terriens, de l'Escadron de soutien technique aéronautique 2 E.060 Yvelines, l'unité qui assure la maintenance des Puma, prennent en compte les machines. Avec leur savoir-faire et leur expérience opérationnelle, les hommes du GIH sont toujours prêts à intervenir pour la sécurité des Français.

Grand angle



GARDE NATIONALE **UNE RÉSERVE PLUS JEUNE,** **MODERNE ET ATTRACTIVE**



Afin de répondre au désir d'engagement des Français après les attentats de 2015 et 2016 et pour renforcer les forces de sécurité dans leur activité de protection du territoire, la garde nationale a été créée le 13 octobre 2016. Regroupant les réserves opérationnelles des Armées et de l'Intérieur, l'entité a vu les candidats affluer. Pour accompagner ce mouvement qui renforce le lien armées-nation, l'État a mis en place des mesures incitatives tandis que de plus en plus d'employeurs soutiennent la démarche de leurs salariés.

Dossier réalisé par Aude Borel



Le général de division Gaëtan Poncelin de Raucourt, secrétaire général de la garde nationale

“ Nous sommes dans une phase de consolidation et d’amplification du mouvement de la garde nationale ”

Chargé d’assurer la promotion et l’essor de la garde nationale, le général Poncelin de Raucourt revient sur cette première année d’existence. Actuellement composée d’environ 66 000 volontaires, elle repose sur les réserves opérationnelles de premier niveau des ministères des Armées et de l’Intérieur et sur la réserve civile de la police.

Dans le dispositif de la garde nationale, quel est le rôle du ministère des Armées et comment s’articule-t-il avec celui du ministère de l’Intérieur ?

La garde nationale représente un vivier de près de 66 000 hommes et femmes. En moyenne, plus de 6 000 d’entre eux réalisent chaque jour des missions au profit des ministères des Armées et de l’Intérieur. Le dispositif repose sur les réserves opérationnelles de premier niveau de ces deux piliers. Celle du ministère des Armées est constituée de 32 300 personnes qui ont souscrit un engagement à servir dans la réserve. Formés, ces réservistes effectuent des missions, à raison d’environ une trentaine de jours d’activité par an, moyennant rémunération. On retrouve la même architecture au sein du ministère de l’Intérieur avec les 29 600 réservistes de la gendarmerie auxquels s’ajoutent les 3 900 volontaires de la réserve civile de la police. En résumé, la garde nationale c’est le contenant, la réserve opérationnelle, le contenu.

Chaque ministère conserve la maîtrise de l’emploi, l’équipement, l’entraînement, la formation de ses réservistes et possède sa structure de gouvernance : délégués aux réserves pour les Armées, commandement des réserves de la gendarmerie et direction des réserves de la police pour l’Intérieur. Cette organisation est chapeautée par un comité directeur coprésidé par les ministres des Armées et de l’Intérieur. Cette codirection œuvre en matière de recrutement, de mesures d’attractivité, de développement de partenariats avec les entreprises et de communication. En tant que secrétaire général de la garde nationale, j’ai pour rôle d’assurer sa promotion et son développement dynamique.

Quels sont les apports du modèle « garde nationale » par rapport aux dispositifs antérieurs ?

La garde nationale a été une réponse aux attentes de 2015 et 2016. Sa création répond à un triple

besoin. D'abord, celui des armées, de la gendarmerie et de la police d'être renforcées, notamment lors des pics d'activité. Ensuite, celui de concitoyens qui souhaitent s'impliquer dans la sécurité et la défense de leur pays. À l'heure actuelle, on compte presque plus de candidatures que de postes, avec, tous les jours, entre 30 et 40 postulants. Enfin, le besoin de participer au renforcement de la cohésion nationale et de développer la résilience. Depuis ces tragiques événements, la réserve a retrouvé un sens.

Cette réponse est aussi pragmatique puisqu'elle s'appuie sur l'existant : nous n'avons pas déstructuré les réserves antérieures et nous veillons à préserver l'intégration forte de la réserve au sein de l'active. Pour preuve, lors des dernières attaques sur des patrouilles Sentinelle, un réserviste était présent et s'est comporté de la même manière que ses camarades d'active. La garde nationale répond aussi à un projet ambitieux : à terme, il s'agit de disposer d'une réserve plus nombreuse et mieux employée, mieux équipée, plus moderne, jeune et attractive. C'est un changement de paradigme, une nouvelle forme de mobilisation de la nation. Nous sommes dans une logique d'emploi des réservistes principalement sur la protection, d'où l'intérêt d'un changement d'appellation qui marque bien la transition entre la réserve d'hier et celle de demain.

Les attentats ont-ils entraîné une évolution des mentalités concernant la réserve opérationnelle ?

Oui, l'active porte un autre regard sur la réserve parce qu'elle y voit une véritable utilité. Nous sommes dans une logique de complémentarité. Du côté des employeurs, une évolution des mentalités est perceptible puisqu'ils commencent à discerner la plus-value que représente le réserviste dans l'entreprise. Le monde politique, qui voit ce que représente la garde nationale pour la société en termes de cohésion et de résilience, envisage aussi la réserve d'une manière nouvelle. Enfin, le réserviste lui-même se perçoit différemment : il se sent utile et considéré.

Quel bilan dressez-vous de cette première année ?

Pour la réserve, 2016 fait figure d'année exceptionnelle car l'élan du « peuple en armes » n'a cessé de croître, inversant ainsi la tendance. En ce qui concerne le ministère des Armées, le nombre de réservistes est passé de 28 100 en 2015 à 32 300. Les activités de protection du territoire national ont représenté un total de 274 472 jours de réserve. En moyenne, sur l'année 2016, 800 réservistes ont été employés chaque jour pour ces missions, contre 460 en 2015. Former les réservistes en nombre a représenté un vrai challenge pour les armées. Selon un sondage (source Ifop/Dicod) réalisé en mai, plus



© ARNAUD ROINÉ/ECPAD

de 8 Français sur 10 avaient déjà entendu parler de la garde nationale et 43 % des plus jeunes d'entre eux pourraient envisager de l'intégrer.

Quelles sont les mesures pour attirer et fidéliser ?

Ces mesures poursuivent trois objectifs : inciter les jeunes à rejoindre la garde nationale et faire preuve d'assiduité, encourager le réserviste recruté et formé à prolonger son contrat et inviter les employeurs à collaborer. Pour cela, cinq mesures sont d'ores et déjà en vigueur : participation au financement du permis de conduire B à hauteur de 1 000 euros ; allocation mensuelle de 100 euros pour les étudiants ; valorisation des compétences acquises et attribution d'une carte professionnelle des métiers de la sécurité ; prime de fidélité de 250 euros ; et allègement fiscal pour les entreprises favorisant l'engagement de leurs salariés dans la réserve. Les ayants droit sont déjà en train de constituer leur dossier et devraient être payés à partir du mois d'octobre.

Et quelles perspectives ?

Nous sommes dans une phase de consolidation et d'amplification du mouvement de la garde nationale. L'objectif 2018 est d'augmenter les effectifs pour atteindre 85 000 réservistes, dont 40 000 sous l'égide des armées. Ils seront 9 250 à être employés quotidiennement par les deux piliers. De 24 jours d'activité de réserve en 2015, il s'agit d'arriver à une moyenne de 37 jours par an. Nous travaillons sur d'autres mesures incitatives comme la validation d'acquis professionnels, la facilitation d'accès aux concours publics, ou la valorisation de l'engagement par une distinction. Par ailleurs, nous nous efforçons d'alléger et de simplifier l'administration et la gestion des réservistes en nous appuyant sur la transformation numérique. ●

Réservistes opérationnels de l'armée de Terre en formation initiale. Le nombre de réservistes dans les Armées est passé de 28 100 en 2015 à 32 300 en 2016.

Formation

L'épreuve de l'instruction



En juillet, 25 jeunes ont suivi une formation militaire initiale du réserviste dans le Loiret. Encadrée par des militaires d'active de l'armée de Terre, la promotion a effectué dix jours d'instruction obligatoire pour devenir réserviste opérationnel de la garde nationale.



Les futurs réservistes suivent un atelier consacré au combat.

Ces futurs réservistes ont validé leur module de tir au Famas, l'un des enseignements dispensés dans le cadre de la formation militaire initiale du réserviste (FMIR). Cette dernière, comparable aux « classes » dans la mesure où elle marque le passage des participants de civil à militaire, comprend dix jours d'instruction et de dépassement de soi. Au programme : marche au pas, bivouac, com-

6h³⁰

Une poignée de jeunes en treillis et aux coupes de cheveux pas vraiment réglementaires affichent des mines tirées et des yeux cernés à l'heure du rassemblement au 12^e régiment de cuirassiers, à Olivet, dans le Loiret. Jusqu'à 2 heures du matin,

bats, atelier radio, surveillance, connaissances des risques nucléaire, radiologique, biologique et chimique. « À la fin, ils auront les prérequis propres au service de garde, les réflexes du combattant et pourront renforcer les unités d'active du régiment », explique l'adjudant Charles, chef de peloton.

8 h³⁰

Après un footing et une série d'échauffements, place au redouté parcours d'obstacles. Il fait déjà 22 °C. Répartis en trois équipes, les apprentis militaires franchissent tour à tour planche irlandaise, mur d'assaut, chicane et fosse tout en transportant brancard et bidons d'eau. Pourtant, ni la fatigue, ni la chaleur n'entament la motivation des réservistes, qui progressent chahutés par l'instructeur. À la traîne, Andrea, 18 ans, s'essouffle. Ses coéquipiers l'encouragent : « Allez, on y est presque ! », « Faut qu'on se serre les coudes jusqu'au bout, on laissera personne abandonner maintenant ! » L'étudiante confie : « Je suis souvent la dernière, car je suis peu sportive et j'apprécie cette entraide. Je suis venue ici pour me surpasser. » Doyen de la promotion, Rémi a 28 ans. Ce paysagiste a bien failli renoncer en apprenant que sa fille avait 40 de fièvre, mais « les mots de l'adjudant m'ont fait tenir. Il m'a dit que ma famille serait fière de moi. Être ici, c'est une manière de prouver que je suis capable de faire de grandes choses pour protéger mes proches et servir mon pays ».

« Nombreux sont ceux qui ont besoin de prouver des choses à eux-mêmes et aux autres. Certains sont venus chercher un cadre », estime l'adjudant Charles. À l'image de la timide Lucie, 18 ans. Nommée « élève du jour » par ses instructeurs, la petite brune à lunettes endosse à merveille l'habit de chef. « En ligne ! », ordonne-t-elle lors du rassemblement. Puis ses camarades en treillis écoutent les consignes avec attention. À l'injonction « Garde à vous ! » prononcée par le brigadier-chef Mathieu, chef de groupe, les réservistes adoptent la posture de rigueur : droits, bras le long du corps, talons joints et tête haute. « Repos », clôt-il. Il laisse la parole à l'adjudant Charles : « Je suis fier de vous. Vous affichez une bonne prestance, un bon état d'esprit... » avant de hausser le ton devant les rangers d'une recrue : « Vos pompes ne sont pas cirées, cela nuit à l'image du groupe ! Rectifiez vos tenues, je veux des gens impeccables ! » Une remarque qui rappelle à Andrea un matin où les garçons avaient négligé leur barbe : « On a dû courir dans le sable jusqu'à une dune et crier "Je suis une chèvre" ». Si l'anecdote peut prêter à sourire, elle illustre surtout l'un des objectifs de la FMIR : insuffler aux futurs réservistes l'esprit de cohésion, une valeur chère aux armées et indispensable en opérations.

10 h³⁰

Moment de répit. « En quatre nuits, on a dû dormir au total 10 à 12 heures », commente un volontaire dans les couloirs. Les occupants d'une chambre ont déjà les yeux clos. Sur son lit, Manon



© PHOTOS : ARNAUD ROINÉ/ECPAD

panse les blessures de ses pieds : « On découvre vraiment son corps et, les rangers, ce n'est pas confort ! » Du haut de ses 25 ans, cette jeune femme au physique sportif évoque ses progrès dans le registre de la rigueur : « Col droit, chaussures cirées, cheveux tirés : je n'aurais jamais pensé prendre ces habitudes. C'est strict mais ça fait du bien. En tant que professeur d'EPS, c'est habituellement à moi de donner des directives. Ici, cependant, je dois me taire. » Les réservistes sont unanimes : les militaires d'active encadrants sont sévères, mais justes et bienveillants. Les avis convergent également sur l'épreuve la plus marquante : le bivouac. Les filles avouent avoir craqué. Dormir dans la forêt, sous une bâche, se contenter d'une hygiène sommaire, se nourrir de rations et assurer son tour de garde durant une heure... Une nuit pour titiller la sensibilité des civils et les pousser à se surpasser. « Il faut les rassurer et les valoriser car leur démarche n'est pas anodine. Il est normal qu'ils vivent des phases de yo-yo et nous avons un rôle pédagogique essentiel pour qu'ils se dépassent à chaque étape », commente l'adjudant Charles.

S'ils ont signé leur contrat d'engagement dans la réserve au premier jour de l'incorporation, tous suivront une formation complémentaire – techniques d'intervention opérationnelle rapprochée, secourisme et légitime défense – avant d'être déclarés aptes à une projection sur Sentinelle. Puis, les réservistes devront s'entraîner un week-end par mois pour se maintenir en condition. « C'est à ce moment que l'on verra les plus motivés et ceux qui se donnent les moyens », estime le chef d'escadron Vincent, chef de la cellule instruction. Employés au même titre que les militaires, les réservistes doivent répondre aux mêmes exigences lors des missions. Sur 200 réservistes formés au 12^e régiment de cuirassiers, un quart revient régulièrement pour des activités de réserve et des missions Sentinelle. ●

Répartis en trois équipes, les participants franchissent collectivement une partie des obstacles. Objectif : développer la cohésion et le goût de l'effort.

Témoignages

Paroles de réservistes

Hommes ou femmes, étudiants, actifs ou retraités, les réservistes opérationnels présentent des profils variés, mais partagent des valeurs communes. Cédric, Julien, Joyce et Pierre évoquent leur engagement au service de la nation.



Médecin principal Cédric
41 ans, anesthésiste-réanimateur

En 1999, j'ai insisté pour suivre la préparation militaire santé du camp de Sissonne jusqu'alors réservée aux infirmiers. J'ai été le premier étudiant en médecine à intégrer la réserve opérationnelle. Je me sentais comme un poisson dans l'eau et j'avais trouvé mon équilibre. Le but ultime de la réserve, c'est d'être opérationnel.

J'exerce mon métier autrement, au service des forces. Affecté au régiment médical de La Valbonne, je suis parti deux mois à Djibouti en tant qu'urgentiste en 2014. En 2016, je suis intervenu comme anesthésiste-réanimateur sur le *Charles-de-Gaulle* à bord duquel j'ai formé 50 brancardiers secouristes capables d'intervenir dans le cadre d'un sauvetage au combat en milieu maritime. J'apporte mes compétences civiles et l'armée me donne beaucoup, c'est un échange gagnant pour les deux parties. Depuis 2012, je forme à la prise en charge des blessés de guerre et intoxiqués à l'École du Val-de-Grâce. Il y a une reconnaissance de mes pairs d'active, c'est valorisant. Il n'est pas facile de combiner vie professionnelle et réserve et je dis souvent que ma famille est réserviste. Mes collègues doivent accepter que je sois remplacé pour un temps. Au départ, je percevais une certaine incompréhension, mais, depuis les attentats de 2015, leur regard a changé. Être de réserve, c'est un devoir citoyen, un engagement solennel et profond.

Matelot Julien

21 ans, étudiant en DUT génie électrique

Début 2015, j'ai entrepris de suivre une préparation militaire marine. Je voulais vivre une immersion, sans l'idée de m'engager. J'ai suivi cette formation en parallèle de ma deuxième année d'études. C'était fatigant, difficile à concilier avec ma vie personnelle, mais j'avais à cœur d'aller au bout. Plus la formation avançait, plus je trouvais des raisons pour intégrer la réserve :

être au service de la nation, protéger notre pays, ses eaux souveraines, me sentir utile à mon niveau. À son issue, je suis devenu guetteur de la flotte.

En 2017, j'ai travaillé toutes mes vacances au sémaphore de Piriac-sur-Mer. Surveillance du trafic maritime, activité des plaisanciers et pêcheurs...

Lors d'une opération de sauvetage, des vies sont en jeu et on doit prendre les bonnes décisions. Il s'agit là d'un travail exigeant, isolé, parfois éprouvant mais surtout gratifiant.

Faire partie de la garde nationale apporte rigueur et meilleur contrôle de soi-même : on représente la France et on se

doit d'avoir une attitude exemplaire.

En 2018, je souhaite m'engager dans l'active et candidater pour devenir électronicien de bord sur les aéronefs de la Marine nationale.

En attendant, j'ai passé 45 jours cet été en passerelle du sémaphore.





Aspirant Joyce

30 ans, chargée de communication dans le privé

J'ai intégré la première promotion de la formation militaire initiale du réserviste haut niveau, c'est-à-dire bac+5, en avril 2016. Je garde de

ces deux semaines à Villacoublay le souvenir d'une aventure humaine incroyable. J'y ai appris la culture de l'institution, la cohésion et l'autorité, et je me suis sentie dans mon élément. Une fois mon certificat d'aptitude à la réserve obtenu, j'ai signé en tant que chargée de communication à la formation administrative « air » de Paris, à l'École militaire. J'y suis chargée de mettre en valeur les aviateurs à travers des articles ou des portraits et de mener des actions de communication. Être réserviste constitue une force en tant que communicante. Entre la communication privée et celle des armées, les codes et les façons de faire ne sont pas les mêmes. Je tire une vraie motivation à exercer le même métier dans deux univers différents. Je suis souvent sollicitée, ce qui est une chance, et je me rends disponible facilement. Je travaille le soir et les week-ends, c'est un investissement important et il faut parfois faire des sacrifices mais ce temps est donné pour une noble cause. C'est un engagement civique et citoyen dont je suis fière.

Qui sont-ils ?

Selon le rapport d'évaluation de la réserve militaire 2016, deux tiers des réservistes opérationnels de premier niveau étaient issus de la société civile. Le taux de féminisation de la garde nationale atteignait 20,8 %. Les effectifs étaient constitués à 42,2 % d'actifs, 15,3 % d'étudiants et 11 % de retraités, sachant que plus que 30 % ne renseignaient pas leur origine socio-professionnelle. L'âge moyen se situe à 40 ans, les moins de 30 ans représentant plus de 37 % des réservistes. Quant à la répartition géographique des réservistes, elle reste fortement corrélée à la cartographie des sites militaires.

Sergent Pierre

32 ans, professeur d'histoire-géographie

À 24 ans, j'ai commencé à enseigner, mais il me manquait quelque chose. En juillet 2010, j'ai effectué une préparation militaire supérieure à l'École du génie d'Angers. Ce qui m'a plu, c'est cette fraternité d'armes qu'on ne trouve pas dans le civil. Les origines sociales se dissipent sous l'uniforme. Devenir réserviste m'a apporté un épanouissement personnel. Cela constitue une échappatoire à ma routine civile. J'ai la sensation d'appartenir à l'institution et j'exprime mon patriotisme de cette façon. Depuis les attentats de 2015, notre engagement a pris tout son sens. C'est un honneur de participer à cette montée en puissance de la garde nationale et une fierté de servir mon pays par les armes. Être réserviste prend du temps mais on essaye de prévoir en amont. Au collège, ma hiérarchie me soutient et je ne m'absente pas les jours de devoirs. Tout le mois de juillet, j'étais avec la 6^e compagnie du 2^e régiment d'infanterie de marine en mission Sentinelle à Paris. Le danger est fulgurant et la capacité de réaction doit être juste et légitime. Je suis loin de ma femme et de mes enfants en bas âge, mais la solde constitue un petit plus pour commencer l'année sereinement. Aujourd'hui, j'ai trouvé un équilibre humain, psychologique, moral et physique et j'aurais du mal à imaginer ma vie sans l'armée.



Employeurs

Un rôle clé à jouer

Compter des réservistes parmi ses salariés n'est pas sans conséquence pour les entreprises, qui doivent souvent mettre en place une organisation spécifique. Mais la présence de ces volontaires comprend de nombreux points positifs que les employeurs perçoivent de plus en plus.

Au sein de la garde nationale, on appelle « réservistes clandestins » tous ceux qui, par peur d'être jugés ou parce qu'ils souhaitent conserver leur jardin secret, ne déclarent pas cette activité annexe à leur employeur. « *Souvent, c'est totalement transparent, car le réserviste effectue sa période sur ses jours de RTT ou ses congés* », assure le secrétaire général de la garde nationale, le général Gaëtan Poncelin de Raucourt. Mais ces situations mettent en lumière une gestion parfois complexe et anxiogène des réservistes pour les entreprises. Une étude menée en juin par le cabinet de conseil en performance économique responsable Goodwill Management a pourtant démontré leurs performances économiques. Estimé à près de 35 millions d'euros, le coût annuel de leurs départs en mission serait largement compensé en termes de performance par les valeurs et les aptitudes acquises. L'enquête montre qu'ils seraient plus

productifs et en bonne santé. D'où des gains de performance s'élevant à près de 93 millions d'euros par an. Certaines entreprises ne s'y sont pas trompées. Ainsi, en 2005, Safran Helicopter Engines a signé la convention de soutien à la politique de réserve militaire. « *L'idée majeure est de faciliter la mise à disposition des réservistes au profit de la Défense et de donner 20 jours supplémentaires rémunérés afin qu'ils puissent exercer leur activité de réserve. Il s'agit aussi une démarche citoyenne* », formule Frédéric Dalakupeian, le référent réserve de la société.

En devenant partenaire, un établissement public ou privé s'engage à mettre en œuvre des dispositions favorables à la disponibilité et à la réactivité de son personnel réserviste ainsi qu'à maintenir son salaire. À l'heure actuelle, 200 entreprises sont partenaires du ministère des Armées. Selon le rapport de la réserve militaire 2016, la répartition s'articule ainsi : entreprises privées (69 %), fonction publique



© CHRISTOPHE DEYRES/DICOD

La Journée nationale du réserviste

Cette année, la Journée nationale du réserviste se déroulera du 13 octobre au 11 novembre sur le thème « Engagés ensemble » et mettra à l'honneur réservistes opérationnels et réservistes citoyens bénévoles. Cet événement a pour objectifs de faire connaître la réserve, de susciter des vocations, de saluer et de valoriser l'engagement des réservistes et de favoriser l'adhésion des employeurs. À ce titre, sera remis le prix de la réserve militaire qui récompense des entreprises partenaires ayant particulièrement œuvré en faveur de la réserve militaire durant l'année. Le 13 octobre, des Assises de la réserve seront organisées à l'École militaire, à Paris, réunissant plus de 400 réservistes de tout le territoire national.



© RÉMY BERTRAND/TURBOMECA

territoriale (19 %), fonction publique d'État (11 %), fonction publique hospitalière (1 %). Dans le secteur privé, figurent les petites et moyennes entreprises (38 %), talonnées par les micro-entreprises (32 %). Puis viennent les entreprises de taille intermédiaire (25 %) et les grandes entreprises (5 %).

FACILITER ET ENCOURAGER L'ENGAGEMENT

En octobre, le conseil régional des Pays de la Loire deviendra lui aussi partenaire. « *Nous souhaitons faciliter et encourager cet engagement en accordant 30 jours par an à nos agents pour qu'ils puissent maintenir un niveau d'engagement suffisant sans avoir à prendre sur leurs congés. Pour les agents concernés, il est important de voir que leur hiérarchie reconnaît et soutient leurs efforts* », explique son président, Bruno Retailleau.

Jacques Patron dirige quant à lui un cabinet d'expertise immobilière. Son équipe de douze collaborateurs compte un réserviste. « *Son engagement pour la France est éminemment respectable, mais a un sévère impact sur notre petite entreprise, car, lorsqu'il s'absente, nous nous retrouvons est en sous-effectif. Cela demande de la planification* », explique le dirigeant. Surtout, cela représente un coût non négligeable, car « *je ne veux pas le pénaliser en lui retirant des jours de congé ou en lui déduisant ces jours de sa fiche de paie*. » Le chef d'entreprise pointe le manque d'informations et de pédagogie envers les PME. Une situation assez critique dont il juge qu'elle peut constituer un frein à l'embauche.

Les grandes structures et administrations rencontrent aussi des difficultés. La région Pays de la Loire compte une dizaine d'agents membres de la garde nationale. Bruno Retailleau le concède, « *cela nécessite une souplesse de l'encadrement hiérarchique pour articuler les engagements militaires des agents avec les contraintes d'organisation des services* ». Idem chez Safran Helicopter Engines, qui compte une vingtaine de réservistes sur ses 6000 salariés. « *Lors des récents événements ayant affecté la nation, il est indéniable que le préavis a été bref, mais la raison d'État s'imposait* », admet Frédéric Dalakupeian.

Au-delà de ces points de vigilance, identifiés par le secrétariat de la garde nationale, les entreprises pointent les valeurs et les repères que les réservistes insufflent au sein des établissements. « *Respect des horaires, tenue vestimentaire impeccable, respect d'autrui et de la hiérarchie* », souligne-t-on chez Safran Helicopter Engines. « *Patriotisme, esprit de service, civisme et sens de la cohésion* », énumère quant à lui Bruno Retailleau. « *Des valeurs cardinales de l'armée, très bien vues par les ressources humaines. À travers leurs témoignages, ils contribuent à forger l'esprit de l'entreprise* », poursuit Frédéric Dalakupeian. Pour le président du conseil régional des Pays de la Loire, « *ceux qui servent la réserve sont les ambassadeurs d'une communauté d'hommes et de femmes engagés au service de la France, auprès de leurs collègues et de leur hiérarchie* »

Des réservistes de Safran Hélicopter Engines lors d'une Journée nationale du réserviste.

L'entreprise a signé une convention de soutien à la politique de réserve militaire.

Les Fazsoi, 1 600 militaires pour 24 millions de km²



Les forces armées dans la zone sud de l'océan Indien (Fazsoi) sont susceptibles d'intervenir sur une zone de responsabilité permanente d'une superficie plus importante que le continent nord-américain. La lutte contre l'immigration clandestine et la piraterie, la police des pêches, la recherche et le sauvetage en mer et les actions de coopération font partie de leurs nombreuses missions.

Par Flora Cantin - photos : Jean-Jacques Chatard/Dicod

Stationnées à La Réunion et à Mayotte, les forces armées dans la zone sud de l'océan Indien (Fazsoi) comptent dans leurs rangs 1 600 militaires ainsi que 290 civils et sont menées par un commandant supérieur (comsup) qui dispose d'un état-major interarmées. Ces forces sont composées, pour l'armée de Terre, du 2^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine (2^e RPIMa) et du détachement de Légion étrangère de Mayotte (DLEM). La Marine nationale, présente avec deux bases navales, l'une

à La Réunion l'autre à Mayotte, réunit le bâtiment multimissions *Champlain* ; deux frégates de surveillance, le *Nivôse* et le *Floréal* ; le patrouilleur *Le Malin* ; une vedette et un chaland de transport de matériel. L'*Astrolabe*, patrouilleur polaire des terres australes et antarctiques françaises (Taaf), armé par deux équipages de la Marine nationale, a rejoint les Fazsoi début septembre. Deux vedettes côtières de surveillance de la gendarmerie maritime complètent le dispositif tandis que le détachement air 181, comprenant l'esca-

dron de transport 50 Réunion, constitue la composante air avec deux avions Casa. Les Fazsoi peuvent opérer dans une aire gigantesque : 24 millions de km² – ce qui équivaut à la superficie de l'Amérique du Nord et centrale – dont 17 millions en mer. Cette étendue, appelée zone de responsabilité permanente (ZRP), s'avère particulièrement hétéroclite puisqu'elle comprend quatorze nations – Madagascar, les Comores, l'île Maurice, les Seychelles, l'Afrique du Sud, le Botswana, la Zambie, le Mozambique, la Tanzanie,

le Swaziland, la Namibie, le Zimbabwe, le Lesotho et le Malawi. Ces pays, inégalement développés, présentent des contextes sécuritaires variés.

Dans l'océan Indien, la zone économique exclusive (ZEE) française compte quant à elle 2,8 millions de km², soit plus de quatre fois la superficie de l'Hexagone, ce qui est en fait la deuxième ZEE française après celle de Polynésie. « *La première contrainte rencontrée par les Fazsoi est liée à l'étendue de leur zone d'action et aux élongations qui en découlent. Éclaté entre La Réunion, Mayotte et les îles Éparses, le dispositif nécessite une optimisation de l'emploi des vecteurs aériens et maritimes. Ainsi, toute mission opérationnelle est généralement couplée avec une mission de soutien* », explique le général Franck Reignier, comsup de la zone jusqu'en août dernier.

Présentes sur les îles Éparses (Juan de Nova, Europa et Glorieuses) et dans les Taaf, les Fazsoi assurent les missions de police des pêches, de lutte contre l'immigration clandestine et contre la piraterie, de recherche et de sauvetage en mer, de surveillance des approches maritimes et de secours aux populations en cas de catastrophe naturelle. Sans oublier leur participation à l'opération Sentinelle. « *Grâce à leur capacité de projection et leur connaissance de la zone, elles mènent également des actions de coopération régionale dans le cadre de la montée en puissance de la Force africaine en attente/Brigade sud et dans les pays de la Commission de l'océan Indien – Madagascar, Comores, Seychelles et île Maurice. La coopération régionale décline la stratégie française de*



sécurité en Afrique. Elle vise à garantir la stabilité de la zone, à anticiper et à prévenir les crises, à soutenir nos engagements militaires et à favoriser l'appropriation de la gestion des crises par les nations elles-mêmes. Cela se traduit par l'aide au développement des capacités opérationnelles de nos partenaires et par la lutte contre l'insécurité maritime. »

FORMATIONS DES PARTENAIRES

À cette fin, une soixantaine d'actions sont conduites chaque année : formations aux techniques de maintenance navale pour les Seychelles, Madagascar et les Comores et formations au profit des forces spécialisées mauriciennes et seychelloises. « *Depuis 2015, notre groupe d'intervention Nedex (neutralisation, enlèvement, destruction des explosifs) forme les futurs experts en explosifs de la police mauri-*

Relève à Juan de Nova, l'une des îles Éparses, situées dans les terres australes.

cienne », précise le comsup. Le centre d'aguerrissement tropical et le centre d'instruction et d'aguerrissement nautique accueillent également des nations étrangères appartenant à la ZRP.

Point d'appui principal du théâtre océan Indien pour lutter contre les menaces régionales, les Fazsoi connaissent un renforcement de leurs capacités « *maritimes, avec l'arrivée du bâtiment multimissions Champlain et du patrouilleur polaire Astrolabe; et terrestres avec le DLEM, le 2^e RPIMA et l'arrivée d'unités d'infanterie en mission courte durée* », conclut le général Reignier. ●



Aéronef de l'escadron de transport 50 à l'île de La Réunion.



En mai, Madagascar a accueilli et participé à l'exercice interarmées et international de coopération régionale dans l'océan Indien Ivondro. Durant dix jours, 850 soldats des forces armées françaises, malgaches, seychelloises, comoriennes et mauriciennes se sont entraînés à intervenir en premier dans un pays ami en crise et à le sécuriser.

Par Flora Cantin – Photos : Anthony Thomas-Trophime/Dicod

Cinq armées, une coopération régionale





1



2



4



5

- 1 Des éléments du 2^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine et du 1^{er} régiment des forces d'intervention malgaches sautent sur l'aéroport de Toamasina, à Madagascar, au deuxième jour de l'exercice.
- 2 Un hélicoptère Panther de la 36F décolle de la frégate *Nivôse*.
- 3 Des parachutistes réceptionnent des cartons de rations, d'eau et de munitions largués par avion Casa.
- 4 Au poste de commandement du GTIA1, des militaires français et malgaches suivent les opérations.
- 5 Soldats français et comoriens en mission de reconnaissance.



et aérienne. Cette dernière renseigne, appuie les troupes au sol et assure les évacuations médicales », ajoute le colonel Charrier, également directeur français de l'exercice. Quant aux miliciens, ils sont joués par des soldats français et comoriens.

Tandis que la frégate de surveillance *Nivôse* interdit le renfort de l'ennemi par la mer, le GTIA 1, commandé par le chef de corps du 2^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine (2^e RPI-Ma), opère en zone sud, « un territoire marécageux et semi-urbain », détaille le lieutenant-colonel Patrick, chef des opérations à l'état-major des Fazsoi. Le GTIA 2, commandé par le chef du détachement de la Légion étrangère de Mayotte (DLEM), sécurise la zone nord.

J + 1. 17 heures. Après la sécurisation de l'aéroport par 150 parachutistes français et malgaches largués par Transall et Casa, la phase offensive

En mer, sur le *Nivôse*, un chien jaune fait décoller un hélicoptère Panther qui emporte les embarcations pneumatiques du groupement d'assaut par mer (GAM) du 2^e RPI-Ma. Leur mission ? « Reconnaître un canal pour infiltrer un groupe commando parachutiste dans un village », explique l'adjudant Marcus, membre du GAM. Le fleuve permet d'opérer en toute discrétion.

J + 5. 9 heures. Le colonel Rémi, chef de corps du DLEM et commandant le GTIA 2, suit les avancées de ses sections déployées dans la zone nord et commente : « Maintenant que nous avons pris les ponts, nous devons continuer la mission de reconnaissance, éloigner les groupes armés de la ville principale et les dissuader de commettre des exactions sur la population. » Pendant ce temps, deux sections franco-comoriennes reconnaissent un village situé au cœur de la forêt tropicale. Les

Fin mai, le soleil est levé depuis deux heures et le mercure atteint les 30 °C à l'aéroport de Toamasina, dans le nord-est de Madagascar, lorsqu'un A400M se pose sur le tarmac. Dans le bruit sourd des moteurs, 80 militaires français et comoriens débarquent par la tranche arrière. En 72 heures, près de 850 soldats ont été déployés par voies maritime et aérienne.

L'exercice interarmées et multinational Ivondro 2017 va rassembler pendant près de dix jours les forces armées des pays de la Commission de l'océan Indien (COI) : la France, Madagascar, les Seychelles, les Comores et l'île Maurice. Au poste de commandement interarmées de théâtre, le colonel Laurent Charrier, chef d'état-major des Forces armées dans la zone sud de l'océan Indien (Fazsoi), explique : « L'objectif est de travailler la coopération régionale au niveau opérationnel avec les pays de la COI, mais également l'interopérabilité des forces. »

Le scénario se base sur les récentes opérations extérieures. Le but est d'intervenir en premier dans un pays ami en proie aux milices armées, de les repousser en coopération avec les armées alliées, puis de protéger les populations et de stabiliser la situation. « Deux groupements tactiques interarmes (GTIA) sont appuyés par des composantes maritime

“ Maintenant que nous avons pris les ponts, nous devons continuer la mission de reconnaissance et éloigner les groupes armés. ”

de l'exercice débute. Rapidement, le GTIA 1 reprend plusieurs ponts en zone sud. Une section du 2^e RPI-Ma, insérée à une compagnie malgache, termine sa patrouille. La nuit prochaine, ces hommes seront déployés aux environs du fleuve Ivondro pour boucler un village tenu par l'ennemi.

J + 3. 8 h 30. Aéroport de Toamasina. Dans un hangar, les soldats de la cellule de livraison par air du 2^e RPI-Ma placent sur palettes 800 kilos de bouteilles d'eau, de rations et d'armement. Trois heures plus tard, à 360 mètres d'altitude, le Casa largue ces colis sur une zone située à une dizaine de kilomètres au sud de l'aéroport. Au sol, Français et Malgaches les récupèrent intacts. « Avec ces six cartons de rations, deux sections, soit environ 70 soldats, pourront tenir encore 24 heures », indique un chef de groupe français.

soldats s'engouffrent dans la chaleur et l'humidité de la jungle. Ils avancent en toute discrétion malgré le terrain glissant. Mais l'itinéraire qu'ils devaient suivre est impraticable, envahi par la végétation. À la radio, le chef de section rend compte : « Le chemin n'existe plus ! Pour atteindre le village, nous devons passer par la rizière. » Les visages transpirent. À chaque pas, les hommes s'enfoncent dans la boue. Après 4 h 30 de marche, ils atteignent l'objectif. L'ennemi est là, qui les prend à partie. Les soldats ripostent par des actes réflexes qui pourront demain leur sauver la vie en combat réel. Durant Ivondro, les armées de la COI ont mis en pratique les savoir-faire enseignés lors des détachements d'instruction opérationnelle et technique menés par les Fazsoi. Des savoir-faire qui leur permettent d'être opérationnels ensemble. ●

Odyssée culinaire à bord du *Jean-Bart*

Quatre élèves en 1^{re} année de baccalauréat sciences et technologies de l'hôtellerie et de la restauration ont embarqué sur la frégate *Jean-Bart* dans le cadre d'un partenariat entre la Marine nationale et le lycée Anne-Sophie-Pic de Toulon. Pendant un mois, ils ont tour à tour cuisiné et servi à bord, appréhendant ainsi la vie de marin et ses opportunités. Une initiative qui a remporté le prix armées-jeunesse 2017. Embarquement immédiat...

Par Aude Borel

Photos : Véronique Besnard/ECPAD



Base navale de Toulon, 7 h 30 du matin. L'équipage du *Jean-Bart* se rassemble sur le pont pour l'appel et le lever des couleurs. Parmi les marins, un quatuor d'adolescents. En 1^{re} année de baccalauréat sciences et technologies de l'hôtellerie et de la restauration, Thelma, Christopher, Mathéo et Grégory effectuent un stage sur la frégate antiaérienne. Durant un mois, ils vont mettre en pratique leurs connaissances théoriques en alternant cuisine et service à bord. Encadrés par des cuisiniers et des maîtres d'hôtel aguerris, ils découvrent les spécificités de leurs futurs métiers dans un environnement maritime. Cette formation pratique découle d'un partenariat inédit noué en juillet 2016 entre le

Jean-Bart et le lycée Anne-Sophie-Pic pour créer une classe orientée marine. « Les objectifs de cette association sont doubles : renforcer le lien armées-nation et permettre à ces jeunes de percevoir les opportunités d'emploi dans les métiers de bouche de la Marine nationale », détaille le commissaire Axel, chef du service commissariat du navire. Un échange gagnant-gagnant puisqu'il existe un réel besoin de recrutement dans ces spécialités. « Lorsque l'on étudie dans un lycée hôtelier, on se projette dans des hôtels et des restaurants, mais on ne s' imagine pas travailler sur un bateau, encore moins dans la Marine », atteste Thelma. « Ce qui surprend c'est que l'on travaille dans une cuisine beaucoup plus

Thelma et son tuteur,
le second maître
Mickaël, dressent la
table dans le carré
du commandant.



petite qu'à terre. Il faut apprendre à bien ranger et à être organisé. Mais on voit qu'on peut en sortir de belles choses », explique Christopher. Comme le souligne le maître principal et chef de cuisine Emmanuel, « la cuisine embarquée implique de travailler dans un espace exigu, avec des moyens plus ou moins précaires selon l'ancienneté du bâtiment, et de savoir gérer les stocks » pour rassasier 250 ventres.

SERVIR EN MER, UN EXERCICE D'ÉQUILIBRISTE

Surtout, c'est composer avec une météo pas toujours clémentine. Lors de leur premier embarquement, 7 élèves sur 9 ont d'ailleurs vécu l'expérience du mal de mer. Traverser les coursives d'un navire de guerre, assiettes dressées en main, grimper jusqu'à l'étage des officiers supérieurs... Servir en mer s'apparente parfois à un exercice d'équilibriste. « *Ce fut un moment difficile. On ne se sentait pas bien, on était très fatigués, mais il fallait rester concentrés* », se remémore Thelma.

Les « motels » – terme courant pour désigner les maîtres d'hôtel des bâtiments – ne font pas qu'assurer un simple service de restauration. Ils sont les gardiens de traditions propres à la Marine. À l'image du second maître Mickaël, maître d'hôtel du pacha : « *Nous représentons le service et la gastronomie française dans les pays étrangers que nous visitons.* » Pliage des serviettes, disposition des couverts, respect des

grades, placement à table en fonction du statut des convives, ordre de distribution des mets... Tout un protocole perdure dans le carré du commandant. « *Tout est très codifié : au début, c'est un peu perturbant, mais on s'habitue* », confie Thelma.

S'ils ont appris à exercer le métier à bord, les stagiaires ont aussi dû s'adapter au rythme de vie du marin. « *Tu te réveilles à 2 heures du matin pour travailler en boulangerie, tu dors dans un lit tout petit d'où tu galères pour sortir, les douches sont collectives...* Au début, tu es un peu déstabilisé, mais c'est un coup à prendre », témoigne Christopher. Ni la cadence soutenue ni la promiscuité du navire n'ont entamé la détermination de ce passionné de 17 ans : « *Avant de vouloir*

devenir cuisinier, je souhaitais m'engager dans la Marine, comme mon grand-père. Puis j'ai découvert que je pouvais allier les deux. En choisissant cette voie, je me sentirai utile et j'aurai l'opportunité de voyager. »

Des apprentis motivés, volontaires et curieux. Voici les qualificatifs employés par leurs tuteurs. Fier de participer à cette aventure humaine, le second maître Olivier – dix ans de service – commente : « *Je transmets mon savoir-faire comme les anciens l'ont fait avec moi.* » Bienveillant, le second de cuisine ne rate pas une occasion de taquiner les cuistots en herbe.

Ici, entre fourneaux et plans de travail en zinc règne une atmosphère de franche camaraderie. « *Il s'agit aussi de leur faire vivre l'esprit d'équipage afin de les mettre dans des conditions d'épanouissement total pour exercer leur métier* », formule le maître principal Emmanuel. « *Ce qui me plaît le plus c'est l'entente, l'aide et l'accompagnement des tuteurs* », relève Christopher à ce sujet. Ce partenariat singulier a remporté le prix armées-jeunesse 2017. « *Cette récompense est le résultat de l'investissement des professeurs, du chef de cuisine et des élèves. Tous se sont impliqués dans le projet avec passion. Nous sommes fiers, car c'est aussi le fruit d'une coordination avec l'activité opérationnelle de notre unité*, se félicite le commissaire Axel, la voix chargée d'émotion. L'objectif est qu'ils s'aguerrissent et qu'ils deviennent à la fois marins et cuisiniers, commis ou maîtres d'hôtel. » Durant trois ans, la promotion Jean-Bart sera suivie de près par l'équipage jusqu'à l'obtention du baccalauréat. D'ici là, les embruns pourraient bien susciter des vocations. ●



Apprentis marins,
les élèves assistent
avec l'équipage
au lever des couleurs.

Centre d'excellence drone

Former des télépilotes responsables



Le centre dispose de différents modèles parmi lesquels le 3DR Solo (au centre).

Cœur battant de la recherche et de l'innovation dans le domaine des appareils aériens téléopérés, le Centre d'excellence drone a été créé en septembre 2015. Afin de répondre à un besoin croissant en opérateurs dans les trois armées, l'établissement a également développé un volet formation.

Par Aude Borel

Photos : Claire Lebertre /Dicod

Implanté à l'entrée de la base aérienne 701 (Salon-de-Provence), le Centre d'excellence drone (CED) est une structure à double vocation. Elle forme des opérateurs interarmées et interministériels et élabore des programmes de recherche innovants pour optimiser les drones. « Cet esprit est lié à la dynamique que représente le CED d'un point de vue humain. Les officiers et sous-officiers sont des experts dans leur domaine, explique le commandant Daniel-Frédéric, directeur du centre. Il fonctionne avec un modèle managérial très particulier, auto-organisé, qui assure des développements en boucle très courte entre le monde de la recherche et les développements technologiques à caractère opérationnel. » Espace pluridisciplinaire, le CED constitue un véritable incubateur technologique. À l'instar des laboratoires de fabrication implantés dans les entreprises ou universités, le centre dispose d'un « mission lab » dédié

à la recherche appliquée (algorithmie, modélisation 3D, intelligence artificielle) et à la formation. À cet égard, il s'est équipé en 2016 d'un nouveau simulateur drone. Dit « générique », cet outil s'adapte à différents modèles : minidrone, drone tactique ou encore Male (moyenne altitude longue endurance) Reaper.

CADRE D'APPRENTISSAGE OPTIMAL

Hautement configurable, il permet de scénariser différents types de missions, de contraintes météorologiques, de pannes mécaniques et des champs de bataille variés, représentatifs du contexte opérationnel. « Passer par les commandes d'un simulateur de drone assure un véritable continuum pédagogique de la théorie vers la pratique en vol » selon le directeur du CED. En équipage – pilote, sensor operator, ou capteur de données et coordinateur tactique –, le stagiaire dispose d'un cadre d'apprentissage optimal. L'équipement fournit aussi aux chercheurs l'opportunité



Le simulateur de pilotage de drone permet d'apprendre à manier n'importe quel modèle en environnement opérationnel.

d'expérimenter, « *de tester des concepts d'emploi pour penser des spécifications technologiques* », comme le souligne le commandant.

STAGIAIRES DES FORCES SPÉCIALES

Le CED forme des opérateurs de drone sur voilure fixe et voilure tournante. Une formation dite « de premier niveau » débouchant sur un diplôme labélisé par la Direction générale de l'aviation civile. La première semaine, théorique, est basée sur la compréhension de l'environnement aérien et ses problématiques ainsi que sur le partage d'expérience d'opérateurs de chacune des trois armées. Suivent deux semaines complémentaires de pratique entre la simulation et la formation en extérieur avec des systèmes de drones tels que le Parrot Bebob 2, le 3DR Solo ou le Phantom 4. « *Nous faisons en sorte de mettre les stagiaires dans des situations un peu difficiles car nous tendons vers la réduction au minimum du risque d'incidents. Nous formons des télépilotes responsables* », développe l'adjudant Karim, instructeur sur minidrone au CED. *Les exercices dispensés visent à faire évoluer les qualités suivantes : division d'attention, cheminement visuel, visualisation spatiale et sécurité.* » Un module d'acculturation a également été développé à destination des hauts décideurs civils et étatiques. Volontaires ou désignés, les stagiaires sont issus en majorité des forces spé-

ciales. Ils proviennent à 45 % de l'armée de l'Air, à 33 % de l'armée de Terre et à 6 % de la Marine nationale. Les 16 % restant viennent d'autres ministères. Depuis début 2017, une trentaine d'opérateurs ont appris à manier les drones sur la base 701.

Reconnaissance, surveillance ou encore désignation d'objectifs : les drones constituent aujourd'hui des outils incontournables pour les forces armées. Selon un rapport du Sénat publié le 23 mai, leur utilisation accentuerait l'efficacité opérationnelle. Les parlementaires plaident ainsi en faveur d'un renforcement des capacités en la matière. Dans ce contexte, le CED devrait assurément pérenniser son savoir-faire et renforcer ses compétences. ●

Un instructeur de minidrone met en œuvre un Phantom.



Un partenariat pour former des stagiaires étrangers

Opérateur de référence du ministère des Armées pour le transfert du savoir-faire militaire français à l'international au profit des forces armées de pays amis de la France, le groupe Défense Conseil International (DCI) agit depuis plus de quarante ans sur tout le spectre de la défense et de la sécurité. Porteur du label « Formation armées françaises », DCI propose des prestations sur mesure de conseil, de formation et d'assistance technique. Le Centre d'excellence drone (CED) a noué un partenariat privilégié avec DCI à travers le Centre international de formation académique et aéronautique, qui dispense des formations aux stagiaires étrangers. À ce titre, le simulateur de drone spécifié par le CED est devenu une ressource partagée entre les deux entités. Dans le cadre d'un appel d'offres lancé par l'Agence européenne de défense remporté par DCI, le simulateur sera déployé dans neuf pays européens. Objectif : permettre aux partenaires d'interagir sur des scénarios opérationnels conjoints pour, in fine, construire une communauté d'opérateurs drones ayant une méthodologie et un savoir commun à la fois technologique et opérationnel, au plus proche de la réalité du théâtre.

Défense Mobilité accompagne les conjoints

Les conseillers en transition professionnelle de Défense Mobilité aident dans leur recherche d'emploi militaires et civils de la Défense ainsi que leurs conjoints. Gratuit, ce dispositif unique a pour vocation de faciliter la mobilité professionnelle de ces derniers.

Propos recueillis par Candice Thomassin

CORINNE, CONSEILLÈRE EN TRANSITION PROFESSIONNELLE, ANTENNE DÉFENSE MOBILITÉ DE PARIS, BASÉE À VINCENNES

Cette prestation est accessible à tous les conjoints (couples ayant contracté ou non un mariage ou un pacs) de militaires ou de civils de la Défense. En cas de séparation, de départ à la retraite ou de décès de l'agent de l'État, ce dispositif reste valable trois ans. Cet accompagnement à la mobilité est peu connu des intéressés. Pour en bénéficier, il suffit de contacter l'antenne la plus proche de son domicile. Un premier rendez-vous individuel permet de réaliser un bilan personnel et professionnel et de décider d'un plan d'action. En général, le rythme des échanges est mensuel, mais les rencontres peuvent être plus fréquentes si nécessaire.

Dans le cas d'un repositionnement professionnel demandant une réflexion sur un nouveau projet, nous proposons une méthode d'orientation spécifique, efficace et pragmatique. Dans l'hypothèse d'une recherche d'emploi directe, nous travaillons avec le candidat sur les outils de sa recherche, c'est-à-dire le CV, la lettre de motivation et la préparation aux entretiens d'embauche. Nous prospectons avant tout le marché caché des offres d'emploi – c'est-à-dire celles obtenues par le réseau relationnel avant leur publication – et donnons l'opportunité à nos candidats de rencontrer leurs futurs employeurs lors d'événements qui leur sont dédiés tels que des forums et des jobs dating. Enfin, nos partenaires officiels de proximité nous font l'honneur de la primeur de leurs offres et nous leur envoyons directement les CV de



nos candidats. Nous fonctionnons comme un cabinet d'outplacement et accompagnons la personne jusqu'à six mois après la prise du poste.

ANA, 47 ANS, ÉPOUSE DE SAPEUR-POMPIER DE PARIS

Il y a deux ans, des amis m'ont parlé de Défense Mobilité et c'est avec l'aide de ma conseillère que j'ai trouvé mon premier contrat à durée déterminée (CDD) d'assistante de direction au ministère de l'Écologie. Ayant gardé contact avec elle, je suis revenue la voir naturellement à la fin de mon CDD. Leur prestation représente un formidable outil d'accès à l'entreprise, autant sur le marché ouvert que caché des offres d'emploi. L'accueil est humain, l'accompagnement personnalisé. Ma conseillère est toujours disponible. J'appréhendais la façon dont j'allais être jugée en tant qu'épouse de militaire mais ce ne fut pas le cas : ma conseillère m'a mise à l'aise ; je me suis sentie épaulée, entendue, respectée et estimée. Elle m'a aidée à réajuster mon CV, m'a conseillée sur les entretiens avec les DRH et m'a diffusé les offres d'emploi provenant de ses partenaires. J'ai été préparée avant de me rendre au salon de l'emploi de Défense Mobilité organisé en mai dernier au Parc floral de Paris, où étaient présentes de nombreuses sociétés. Il est nécessaire de s'investir personnellement et ne pas attendre de la structure qu'elle nous place sur les postes. C'est au candidat de se vendre et de décrocher sa place. Actuellement, j'ai déjà des pistes pour d'autres emplois.

JADE, 28 ANS, ÉPOUSE DE MARIN

Après l'obtention de mon diplôme de communication institutionnelle en 2013, j'ai effectué trois CDD en agence de communication. Inscrite à Pôle Emploi depuis décembre 2016, je suis dans une démarche de réorientation professionnelle dans le domaine de l'évaluation des politiques publiques. En janvier, mon mari m'a transféré un mail l'informant des prestations de Défense Mobilité. J'ai alors cherché



l'antenne la plus proche et j'ai rencontré ma conseillère en mars. Nous avons évoqué mon parcours et elle a vraiment compris mon état d'esprit, mes doutes, mes attentes et mon objectif : consolider mon projet professionnel. Pour cela, elle m'a préconisé de réaliser des enquêtes terrain, c'est-à-dire de rencontrer et d'échanger avec des personnes de ce milieu pour mieux connaître leurs missions, les formations nécessaires, les contraintes, etc. La démarche n'était pas évidente de prime abord, mais cela a porté ses fruits. J'ai en effet conforté mon projet, développé mon réseau et je me fais actuellement recommander ! Surtout, cela m'a permis de me sentir légitime dans ce métier, compte tenu de mes diplômes et de mes expériences. Je prospecte maintenant les offres de poste et je sais que je peux bénéficier du réseau et des annonces des partenaires de Défense Mobilité. Je suis vraiment suivie dans mes démarches. Ma conseillère sait qui je suis et où j'en suis. Elle est à mon écoute. Je bénéficie d'un accompagnement professionnel de qualité.

Corinne, conseillère en transition professionnelle, reçoit à l'antenne Défense Mobilité de Vincennes.

La reconversion des conjoints en chiffres

Selon les statistiques de Défense Mobilité, en 2016, la reconversion a concerné 2280 conjoints. Si la grande majorité sont des femmes (94 %), les hommes sont 6 % à bénéficier du dispositif. Près de 94 % des conjoints ayant validé leur projet professionnel en 2015 ont retrouvé un emploi en moins de 6 mois : 16,5 % d'entre eux dans le secteur privé, 81 % dans le public et moins de 2 % se sont lancés dans la création d'entreprise.

Pour contacter l'antenne la plus proche, rendez-vous sur www.defense-mobilite.fr ou sur les réseaux sociaux.



LE DRESSAGE DE CHIEN D'ATTAQUE

Lors d'un reportage au Liban, notre journaliste a rencontré des équipes du 132^e bataillon cynophile de l'armée de Terre projetées au camp de Dayr Kifa dans le cadre de l'opération Daman. Elle est devenue, le temps d'un entraînement, dresseuse de chien d'attaque. Un exercice qui ne manque pas de mordant.

Par Flore de Feydeau

Prêt à en découdre

1



Dans le ciel bleu du Liban, le soleil est au zénith. Il fait chaud. Je commence cependant à avoir des sueurs froides à la perspective du challenge qui m'attend au chenil du camp de la force française déployée au Liban, à Dayr Kifa. Mon objectif : faire travailler un chien d'attaque du 132^e bataillon cynophile de l'armée de Terre en jouant moi-même l'ennemi ! Le berger belge malinois me voit arriver de loin, il est prêt à en découdre. Pour lui, c'est un jeu. Pour moi, un défi. J'ai toujours apprécié les chiens. Mais me retrouver avec un animal dressé prêt à me mordre... c'est une autre affaire !

Mise en condition

2



L'instructeur, un maître-chien expérimenté, m'explique comment s'équiper et se positionner. « *Calez-vous bien sur vos deux pieds, soyez souple et présentez votre avant-bras. Une fois que le chien s'en est saisi, faites-le travailler en bougeant de bas en haut, puis de gauche à droite. Attention, n'ouvrez jamais le bras en basculant la paume de la main vers le ciel. Vous risqueriez de faire mal au chien... Il le lâcherait et vous attraperait à la cuisse, là où vous n'avez pas de protection...* », ajoute-t-il avec un large sourire. Le mien semble d'un coup un peu plus figé !

Mords ou vif !

3

C'est à mon tour ! Je choisis de présenter mon bras le plus fort, le droit. J'enfile alors la manchette noire matelassée. Elle me paraît bien fine. Je me campe sur mes pieds, espacés d'une largeur d'épaules, la jambe gauche un peu en avant pour encaisser le choc. Le stress me gagne ! En face de moi, le chien se dresse en aboyant, excité par les cris de l'instructeur. D'un coup, ça y est, l'hallali sonne. Profitant d'un gain de laisse accordé par son maître, le chien d'une trentaine de kilos bondit sur moi, faisant tomber mon béret bleu ! D'un mouvement sec et précis, sa mâchoire se referme sur mon avant-bras. Sous la manchette, je sens la pression des dents de mon adversaire. Je me mesure à la force de l'animal : je réussis à soulever mon bras deux fois. Mais pas trois : c'est lui le plus fort. Après quelques minutes de lutte, le maître fait lâcher prise à son chien. C'est fait ! Je suis fière de moi mais n'en mène toujours pas large.



LE 132^E BATAILLON CYNOPHILE DE L'ARMÉE DE TERRE

Cette unité forme environ 250 chiens par an destinés aux trois armées, à différents corps d'État et même à des pays étrangers. Deux sections sont spécialisées dans l'intervention. Les chiens y deviennent des experts en sécurisation de sites ainsi qu'en appui au combat débarqué et aux opérations spéciales.

SABRINA EN 6 DATES

1979

Naissance à Paris

2000

Engagement dans
l'armée de Terre

2004

Naissance de son
premier enfant

2008

Naissance de son
second enfant

2012

Accident de moto

2017

Participation
aux US Marine Corps
Trials (États-Unis)
et aux Invictus
Games (Canada)



© ANTHONY THOMAS TROPHIMEDICOD

Championne par accident

En 2012, Sabrina, alors brigadier-chef, perd l'usage de son bras gauche après un accident de moto. Devenue civile de la Défense, la jeune femme redécouvre le sport et intègre l'équipe de France des blessés de l'armée de Terre. Après avoir raflé 11 médailles aux US Marine Corps Trials, elle part à l'assaut des Invictus Games.

Par Carine Bobbera

Trois, deux, un, top ! Une jeune femme s'élance sur la piste d'athlétisme. Avec son bras en écharpe, elle offre une silhouette différente de celle des autres coureurs, mais elle affole les chronomètres. Sabrina, 37 ans, est devenue sportive après un accident de moto qui a eu lieu le 12 septembre 2012, près de Nîmes, alors qu'elle se rend au 503^e régiment du train (RT). Le nerf de son bras gauche est sectionné. Elle en perd l'usage. « Ça aurait pu être pire... », relativise-t-elle tout en éclatant de rire. Pendant deux ans, la brigadier-chef alterne opérations et rééducation. « Au moment de reprendre le travail, l'administration m'a annoncé que je ne pouvais pas rester militaire. Bizarrement, mon bras aurait été amputé, j'aurais pu garder l'uniforme. » Énorme déception pour la radiotélégraphiste entrée dans la carrière des armes par vocation. Durant ses quinze ans de service – au 516^e RT, à l'École nationale des sous-officiers d'active puis au 503^e RT –, elle a vécu de « *superbes moments de camaraderie, de fraternité et de partage. Je voulais rester militaire. J'ai même envisagé l'amputation pour ça. C'était un choix extrême mais mon bras ne me sert à rien !* » Son mari la ramène à la raison. Avec l'aide de son régiment, elle obtient un poste de civil handicapé de la Défense et devient secrétaire au bureau environnement humain. Au cours de cette période, elle entre en contact avec la Cellule

d'aide aux blessés de l'armée de Terre (Cabat). « *Je pensais que la Cabat était uniquement réservée aux militaires blessés en opérations, je ne savais pas qu'ils étaient aussi présents pour les blessés en service. Ils m'ont beaucoup aidée.* » La structure lui propose de participer aux Rencontres militaires blessures et sports. Elle s'aperçoit alors qu'elle peut à nouveau pratiquer des exercices physiques. « *Ils m'ont expliqué que la pratique du sport n'était pas rédhibitoire. J'ai ainsi redécouvert l'équitation. J'ai appris qu'en montant à la western, avec une seule main comme les cow-boys, je*

“
Mon accident a été une révélation. Le début d'une nouvelle vie sportive
”

pouvais très bien monter à cheval ! » Observant son comportement, un major de la Cabat lui suggère d'intégrer l'équipe de France des blessés de l'armée de Terre. Elle s'inscrit alors dans un club handisport et pratique la natation et le tir au pistolet en compétition. Les résultats tombent vite : troisième au

championnat de France de tir au pistolet en 2016 et vice-championne de France en 2017. En mars dernier, à San Diego, aux États-Unis, elle participe aux US Marine Corps Trials, une compétition handisport dédiée aux blessés de guerre. Sabrina remporte 11 médailles, dont 9 en or ! Femme de caractère, elle s'investit pour les blessés militaires. « *Il est plus souvent question des morts que des blessés de guerre, pas assez valorisés à mes yeux. Pourtant, ils accomplissent de véritables exploits, notamment dans le sport !* » Récemment, avec l'un de ses amis, elle a fondé l'association Invaincus. Parallèlement, les deux complices ont réalisé un calendrier du même nom mettant en scène des militaires blessés. Sur ces photos, ils posent torse nu, assumant leurs différences. « *Nous voulions mettre en lumière la fierté et la confiance qui émanent de ces femmes et de ces hommes, toutes armées confondues, qui ont payé dans leur chair un tribut pour leur pays* », explique-t-elle. Tous les bénéfices de la vente de ce calendrier sont attribués à l'association Solidarité Défense. Aujourd'hui, Sabrina est épanouie. « *La formule : "se reconstruire par le sport", me correspond parfaitement ! Mon accident a été une révélation : il a marqué le début d'une nouvelle vie sportive.* », confie-t-elle. Ce mois-ci, elle part à l'assaut des Invictus Games, à Toronto, pour décrocher de nouvelles victoires, sportives et personnelles. ●

À lire



AVIATEURS ENGAGÉS POUR LA DÉFENSE DE LA FRANCE ET DES FRANÇAIS

Ce livre est sans doute l'un des plus beaux albums photographiques consacrés à l'armée de l'Air française. Au fil des pages, se dévoile le quotidien des aviateurs, des fusiliers commandos, des interprètes d'images, des sauveteurs... Pour le général André Lanata, qui signe sa préface, c'est

aussi « l'odeur âcre du kérosène sur les tarmacs, le déchirement de l'air par les réacteurs, le vide du saut en parachute, comme les joies éclatantes des missions réussies » que ce livre parvient à restituer. Un ouvrage superbement illustré, qui résume le professionnalisme et le sens de l'engagement de tous ceux qui participent aux succès des opérations aériennes françaises.

La rédaction du Sirpa Air,
éd. de La Martinière, 272 p., 30 euros.



DUNKERQUE 1940, OPÉRATION DYNAMO

Le plus petit d'entre eux, une simple embarcation de pêche, mesurait moins de cinq mètres. Du 26 mai au 4 juin 1940, une flotte hétéroclite de près de 850 bateaux est parvenue à évacuer la majorité des soldats alliés (340 000), bloqués par l'armée allemande dans la poche de Dunkerque. L'opération Dynamo, planifiée à la hâte par l'amirauté

britannique dans les sous-sols du château de Douvres (dans le local technique de la « dynamo »), restera l'un des premiers succès alliés face à l'Allemagne. Ce livre, illustré de nombreuses cartes et de photos d'époque, relate avec une chronologie précise tous les aspects de cette incroyable évacuation.

Jean-Charles Stasi,
éd. Heimdal, 96 p., 19,50 euros.



LA LÉGION ÉTRANGÈRE AU COMBAT, 1914-1918

La commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale a été l'occasion pour la ville de Tours d'exhumer de ses archives une étonnante pépite : un carnet de 90 dessins réalisés par un certain Marcel Durieux, légionnaire au 1^{er} régiment étranger entre 1914 et 1918. Ses dessins, tracés à la plume et parfois valorisés par

quelques touches de couleurs, représentent un témoignage étonnamment réaliste, et rarissime, de la vie d'un régiment de la Légion étrangère, depuis la mobilisation jusqu'aux ultimes combats de 1918. Un album inédit qu'aucun passionné de la Grande Guerre ne peut ignorer.

Dessins de Marcel Durieux, texte du lieutenant-colonel Philippe Pasteau,
éd. La Simarre, 111 p., 12 euros.



LES AMÉRICAINS DANS LA GRANDE GUERRE

L'entrée en guerre des États-Unis, le 6 avril 1917, représente l'un des tournants de l'histoire du xx^e siècle. Du côté franco-britannique, elle renverse le rapport de force face à l'Allemagne ; du côté américain, elle signe les prémices d'un leadership mondial. Ce livre retrace l'histoire de ce retournement. Les photographes français mettent en scène la jeunesse et la puissance

régénératrice des fantassins de l'Oncle Sam, les sympathiques « *sammies* » ; les reporters américains exaltent l'avènement d'une armée mécanisée, incarnation de leur nouvelle suprématie industrielle. Un bel album, introduit et commenté par Bruno Cabanes, professeur d'histoire à l'Ohio State University.

Bruno Cabanes, coédition Gallimard/ ministère de la Défense, 158 p., 29 euros.



LE SOUVENIR FRANÇAIS À TRAVERS LES SIÈCLES, 1887-2017

Depuis sa fondation par François-Xavier Niessen, en 1887, le Souvenir français est l'association qui honore la mémoire des « morts pour la France », notamment en entretenant leur sépulture et les monuments qui rappellent leur sacrifice, aussi bien en France qu'à l'étranger. Gardienne d'une mémoire collective, l'association travaille aussi, grâce à son réseau de comités et de délégations animé par d'innombrables bénévoles, à rappeler continuellement les valeurs pour lesquelles tant de soldats et de résistants sont tombés pour la France. Cet ouvrage, conçu comme une sorte de livre d'or du Souvenir français, retrace les 130 ans d'histoire de l'association à travers des portraits de membres – présidents, secrétaires, trésoriers, archivistes, etc. – ainsi que par des documents iconographiques et des archives.

Jean-Christophe Denis,
Bernard Giovanangeli Éditeur,
264 p., 42 euros.

CHECK LIST

- ☒ CASQUE
- ☒ GILET
- ☒ RADIO
- ☒ PROJET IMMOBILIER BOUCLÉ

**VOUS ALLEZ DE L'AVANT,
ON VOUS COUVRE**

PROJETS IMMOBILIERS

gmpa.fr

PRÉVOYANCE

ACCIDENTS DE LA VIE

SANTÉ

SOLUTIONS RETRAITE

DÉPENDANCE

- Des solutions spécifiques pour vous aider à trouver le meilleur prêt
- Des garanties modulaires et adaptées à votre métier à risques
- Une assurance reconnue par tous les organismes financiers et conforme aux évolutions de la réglementation
- Une solution de caution immobilière pour éviter l'hypothèque
- Le traitement express et 100% en ligne de votre demande



La Fédération TégO, qui place l'entraide de la communauté Défense et Sécurité au cœur de ses priorités, **lance à partir du 6 juin 2017 la seconde édition du Prix TégO de la solidarité.**

APPEL À PROJETS SOLIDAIRES

Cette édition, baptisée "**Les start-up de la solidarité**" vise à soutenir et à accompagner le développement de **projets innovants** au profit des personnels de la communauté de Défense et de Sécurité et leur famille.

Ces projets doivent reposer sur des **initiatives locales**, en cours de lancement ou déjà structurées.

Les lauréats seront désignés à l'occasion du **Grand Débat** organisé le **15 novembre 2017 à Paris.**

Chaque projet gagnant bénéficiera d'un soutien financier d'un montant maximum de 10 000 €.



Les start-up
de la **solidarité**

Participez en téléchargeant
votre formulaire de
candidature sur

www.tego.fr

FÉDÉRATION TégO

51, rue de Miromesnil - 75008 PARIS - Tél. : 01 42 68 31 40 - Mail : contact@tego.fr - www.tego.fr
Fédération TégO - Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée le 14 septembre 2015.

A17C128 - Armées d'aujourd'hui